

Les stratégies d'influence culturelle extérieure de la Russie¹

Introduction

Si l'on connaît la première partie de la célèbre phrase de Churchill à propos de la Russie : « *C'est une devinette enveloppée de mystère à l'intérieur d'une énigme* », on en oublie souvent la deuxième partie, qui pourtant est plus intéressante et démontre une analyse plus fine que ce que l'on pourrait penser : « *Mais il existe peut-être une clé. Cette clé est l'intérêt national russe*² ».

Comment imaginer qu'un ancien empire, devenu une des deux puissances dominantes du XX^{ème} siècle, accepterait sans ciller une relégation brutale au rang de subalterne dans les relations internationales contemporaines ? Des siècles de stratégie vis-à-vis de l'étranger pour s'en inspirer, l'influencer, et nourrir sa propre stratégie de puissance n'ont pas disparu brutalement en 1991. Le pays a été indéniablement affaibli, mais les structures de pensée, les organes politiques et les hommes – dont Vladimir Poutine – ont permis sinon une continuité, au moins d'avoir des bases solides pour relancer une campagne d'influence visant à faire, à nouveau, de la Russie une puissance avec laquelle il faut compter dans l'ordre mondial contemporain.

Le terme d'influence recouvre une multitude de concepts, mais peut se définir, selon le Petit Larousse, de la façon suivante : « *Action, généralement continue, qu'exerce quelque chose sur quelque chose ou sur quelqu'un. Pouvoir social et politique de quelqu'un, d'un groupe, qui leur permet d'agir sur le cours des événements, des décisions prises, etc.* »

Dans l'influence culturelle, il faut ici entendre que le type d'action défini ci-dessus s'exerce à travers la culture au sens large. C'est à dire pas uniquement les arts dans l'acception traditionnelle du terme (beaux-arts, littérature, cinéma etc.) mais également tous les éléments qui permettent à un pays de mettre en avant sa façon de voir le monde, y compris sur le plan médiatique, diplomatique, religieux et même philosophique. Pour autant, il ne s'agit pas exactement du concept de *soft power*, théorisé en 1990 par l'universitaire américain Joseph Nye, qui se pense en opposition au *hard power* – essentiellement militaire. L'influence culturelle est plutôt un des aspects du *soft power* que sa totalité.

Un pays aussi vaste et complexe que la Russie ne peut avoir une seule et unique stratégie d'influence culturelle, mais une multitude. Ces stratégies, empruntant des chemins très différents pour atteindre des cibles variées, se complètent afin de tendre, à terme, vers un même but : le retour sur la scène internationale de la Russie à la place qu'elle considère devoir être la sienne.

Quelles sont donc les stratégies d'influence culturelle de la Russie aujourd'hui, et quels buts visent-elle ? Comment ces stratégies s'inscrivent-elles dans la longue tradition historique d'influence culturelle russe, qui prend ses racines bien avant la révolution de 1917 mais s'est cristallisée pendant les 80 ans de la période soviétique ?

Pour tenter de répondre à ces questions complexes, il faudra tout d'abord étudier l'historique des relations culturelles et de l'influence russe, de l'Empire tsariste à la fin de l'Union soviétique. Ce n'est qu'ensuite qu'il sera possible d'exposer les politiques d'influence

¹ Victor Lerin; Arthur Bramsen; Mathilde de Gournay; Yasmine Douadi ; Antoine Reverdy.

² Winston Churchill en 1939 sur la BBC, au sujet de la politique étrangère de l'URSS.

culturelle russes aujourd'hui, les buts qu'elles visent, et leur application pratique aux différentes aires géographiques concernées.

Partie 1 – L’influence russe de Pierre Le Grand à nos jours

Chapitre 1 : Jusqu’en 1917 – la Russie impériale entre Europe et Asie

De Pierre le Grand à Catherine II – l’attrait de l’Europe au XVIII^{ème} siècle

On peut considérer que c’est durant le règne de Pierre 1^{er} (1682-1725) que la Russie se tourne véritablement en direction de l’Europe, et qu’à cette occasion se développent les premières stratégies d’État envers cette dernière. Dès le début de son règne, Pierre entend faire de la Russie une grande puissance européenne, encore très méconnue à l’Ouest du continent, et considérée comme arriérée et tournée vers l’Est. La méfiance est réciproque : au début de son règne la Russie est enfermée sur elle-même, en particulier sur le plan religieux. L’occident est accusé, à travers le christianisme et le protestantisme, d’entraîner la Russie dans une *décadence morale et spirituelle*³ », et les protestants et catholiques sont interdits d’entrée dans le pays, et parfois exécutés.

Pierre est loin de partager cette vision. Au cours de son règne, en plus d’une volonté de modernisation de son pays par l’importation de savoirs étrangers, tente également de construire autour de la Russie une alliance du monde chrétien contre l’Empire Ottoman. Ce dernier point est un échec, mais il parvient en revanche à faire venir en Russie des centaines de spécialistes des questions militaires et maritimes.

Les victoires militaires semblent pouvoir renforcer la crédibilité de la Russie, en parallèle avec de véritables efforts dans la constitution d’un corps diplomatique russe très qualifié, éduqué et multilingue – et parfois, d’origine étrangère, notamment allemande. C’est finalement avec la conquête sur la Finlande en 1702 de la région où sera bâtie Saint-Pétersbourg un an plus tard que la Russie gagne le respect de l’occident, et plus encore lorsqu’en 1726, la ville nouvelle est effectivement devenue la capitale politique et économique du pays, ainsi que son principal port, ouvert sur l’Europe avec laquelle les échanges se sont considérablement intensifiés. La Russie est désormais un allié respecté et recherché des grandes puissances européennes.

Cependant, les réformes imposées par le Tsar – qui a pris en plus le titre d’Empereur en 1721, sur le modèle occidental – ont eu un impact différent à l’intérieur du pays : cette importation de savoirs et de méthodes étrangers passe mal auprès de toute une partie des élites conservatrices, notamment religieuses, qui accusent le Tsar de vouloir faire disparaître l’identité russe. Pourtant, il ne s’agit pour Pierre que de la meilleure méthode pour permettre à la Russie de devenir une grande puissance militaire et économique, tout le contraire donc d’une soumission à l’Occident.

Ses successeurs, et en particulier Catherine II (1762-1796) poursuivirent cette politique d’eupéanisation (culturelle et diplomatique, mais également par conquête territoriale) de la Russie, ce qui permit d’inscrire plus profondément ces changements dans l’esprit des élites. Cette eupéanisation se fait toujours avec comme but ultime la puissance et l’indépendance de la Russie, qui refuse de se voir reléguée au rang de puissance européenne secondaire. Militairement, cette volonté se manifeste notamment par des tensions autour de la Pologne, ainsi que la conquête de la Crimée en 1774. Sur le plan culturel, l’impératrice fait construire

3 REY, Marie-Pierre, *La Russie face à l’Europe. D’Ivan le terrible à Vladimir Poutine*, Flammarion, coll. « Champs histoire », 2016, p. 73

la première université du pays. Sa célèbre correspondance avec Diderot et Voltaire, dans laquelle elle fait preuve d'une grande culture et finesse d'esprit, n'est pas seulement due à son intérêt – bien réel – pour la philosophie des lumières, mais vise également (et peut-être essentiellement) à démontrer que la cour de Russie est tout aussi civilisée et avancée que les autres pays d'Europe. Cette démonstration est d'autant plus nécessaire que des critiques continuent à l'ouest, où l'on n'oublie pas qu'elle a pris le pouvoir par un coup d'État et l'assassinat de son mari Pierre III.

Cependant, c'est également durant cette période que les premiers vrais doutes sur la pertinence de cette orientation apparaissent, y compris au sein de la noblesse éduquée, et plus uniquement au sein des conservateurs religieux. Après la révolution française, c'est Catherine elle-même qui met un frein à l'influence européenne en Russie, par crainte de contagion.

Le XIX^{ème} siècle

Sous Alexandre Ier, la Russie est véritablement devenue un acteur européen avec son implication dans les guerres napoléoniennes, et sa victoire de 1812 qui en fait le sauveur de l'Europe monarchique. Lorsqu'en 1814 les troupes russes occupent Paris, l'empereur fait très attention à ce que la Russie apparaisse comme civilisée et pacifique, et fait en sorte que les troupes se comportent le plus correctement possible, réussissant à presque totalement empêcher les pillages. L'occupation russe laissa de nombreuses traces dans l'imaginaire français de l'époque, à travers la peinture – de nombreux peintres français immortalisèrent les occupants – mais également jusque dans le vocabulaire, avec par exemple l'entrée dans la langue française du mot « Bistrot », dérivé de bistro, vite.⁴ La Russie laissa une image globalement positive, et le début du XIX^{ème} siècle représente l'âge d'or de l'influence diplomatique russe.

C'est également au XIX^{ème} siècle, dans les années 1850-1860, que se développe l'idéologie panslave, qui au départ veut placer tous les peuples slaves sur un pied d'égalité, mais il devient rapidement question de les unir sous l'égide de la Russie.

Dans les années 1880-1890, les relations entre la Russie d'Alexandre III, Tsar conservateur, et la France de la III^{ème} république ne sont pas aussi mauvaises qu'on aurait pu le craindre. Elles sont même plutôt au beau fixe, les deux pays étant unis dans leur opposition à la Grande-Bretagne, au plus fort du « Grand jeu », la lutte pour l'influence en Asie centrale et vers les Indes. Grâce à une campagne diplomatique et publicitaire intensive, les premiers emprunts russes sont placés en France à ce moment, pendant que la Russie se démène pour démontrer son statut de grande puissance coloniale en achevant la conquête de l'Asie centrale, se mettant ainsi sur un pied d'égalité avec les empires français et britanniques et justifiant son statut de grande puissance occidentale. En 1867, puis en 1889, la Russie est présente aux deux expositions universelles qui se tiennent alors à Paris, une occasion en or de démontrer son progrès technique et sa place parmi les grandes puissances occidentales. A chaque fois, ses pavillons sont très remarquables, en positif. En 1893 est conclue une alliance militaire, politique et diplomatique franco-russe, célébrée en 1896 par le lancement de la construction à Paris du pont Alexandre III.

A la fin du XIX^{ème} siècle, et avant que la guerre russo-japonaise ne cristallise les mécontentements qui grondaient depuis des décennies au sein de l'intelligentsia russe et ne

4 MILTCHINA, Vera, COMTE, Philippe (trad.) *Compte rendu du colloque international « Les Russes en France en 1814 : des faits, des imaginaires et des mémoires »* (Paris, 16-17 octobre 2014).

mène aux révolutions de 1905 et 1917, la Russie est donc parvenue à asseoir son influence dans le monde, et surtout face à l'Europe.

Chapitre 2 : Construction d'une stratégie d'influence soviétique efficace

De la révolution à la fin de la Deuxième Guerre mondiale : la construction d'une grande puissance

Pour la première fois, après la révolution d'octobre 1917, la Russie n'est plus en permanence dans la comparaison avec l'Occident mais le moteur de quelque chose de nouveau, observé à distance soit avec crainte, soit avec enthousiasme. Dès 1917 est fondé le service de renseignement du nouvel état soviétique, la Tchéka. Au départ, comme l'Okhrana tsariste qui l'avait précédée, elle est plus tournée vers le renseignement intérieur et la répression des opposants. Mais se tourne rapidement également vers l'extérieur, en raison d'une crainte quasi-paranoïaque de complots venus de l'occident, et en particulier des USA⁵.

Malgré des premières tentatives d'influence visant à provoquer des révolutions à l'étranger, par exemple en 1918 durant la guerre civile russe les possibilités d'influence bolcheviques envers l'étranger restent très limitées. Tout d'abord parce que le régime est encore faible et lutte pour sa survie, mais également car en Europe la crainte de contagion révolutionnaire a mené à l'établissement d'un « *cordon sanitaire* » qui limite les possibilités d'action pour un régime encore mal installé.

C'est après la guerre que l'influence bolchevique s'organise véritable en direction de l'étranger, dans un premier temps pour infiltrer, discréditer, et éliminer les cellules de réfugiés blancs à l'étranger dans des opérations montées par l'OGPU⁶. Les plus célèbres sont les opérations *Sindikats* (1921-1923) et *Trust* (1921-1927)⁷. Rapidement, les opérations d'influence prennent plus d'ampleur.

Dès 1917, Lénine avait envisagé la révolution bolchevique comme la première pierre qui devait faire chuter le capitalisme mondial, et voyait son extension à l'étranger comme nécessaire et inévitable. C'est l'idée trotskiste de la division internationale du travail, qui veut que la révolution socialiste se fasse dans le monde entier pour fonctionner.

Cette vision du monde est soutenue en 1919 avec la création du Komintern⁸. Celui-ci impose les règles à suivre pour les partis membres dans les autres pays, alignées sur les règles bolcheviques. Si en théorie le PCR n'est qu'un parti parmi les autres, il est, dans les faits, celui qui donne les ordres et orientations. Sont à cette occasion créés d'autres organes dépendants du Komintern, qui attestent de la volonté soviétique d'agir sur de nombreux fronts : l'Internationale communiste de la jeunesse, l'Internationale syndicale rouge, le Secrétariat international féminin, le Secours rouge international, l'Internationale du sport par exemple. Le Komintern devient l'organe chargé de la propagande et de répandre le socialisme à

5 ANDREW, Christopher et MITROKHINE, Vassili, *Le KGB contre l'Ouest. 1917-1991*, Fayard, 2000, pp. 57-58

6 Depuis 1923 l'OGPU remplace la Tchéka.

7 ANDREW, Christopher et MITROKHINE, Vassili, *Le KGB contre l'Ouest... op.cit.*, p.62. L'opération *Sindikats* visait « L'Union du peuple pour la défense du pays et de la liberté » dirigée par Boris Savinkov, qui fut convaincu par l'OGPU de rentrer en Russie, jugé, forcé de renier ses convictions et assassiné. L'opération *Trust*, elle, a consisté en la mise en place d'un réseau clandestin fictif qui permit de tromper non seulement des émigrés blancs, mais également les services secrets de toute l'Europe.

8 Ou Troisième internationale.

l'étranger, alors que le gouvernement bolchevique lui-même à travers le Narkomindel (Commissariat du peuple aux affaires étrangères) cherche la normalisation des relations avec l'Ouest et la reconnaissance officielle de l'État soviétique.

La période stalinienne

Pour Staline, arrivé au pouvoir en 1924, l'Europe, berceau du capitalisme et de la bourgeoisie, est dangereuse et ne mérite que le mépris de la Russie : en cela, il tranche avec des siècles de tradition des élites russes. Désormais, plutôt que de chercher à importer le meilleur des innovations occidentales en Russie, il va chercher à inverser la tendance.

A partir du Ve congrès du Komintern (1924) celui-ci passe complètement sous l'autorité de Staline. La théorie politique du socialisme dans un seul pays, théorisée par Staline et mise en place par Boukharine cette même année, est une rupture avec la fiction qui existait depuis la révolution, et qui voulait exporter par la révolution permanente le socialisme dans le monde entier.

Désormais, la division du travail s'effectuera au sein des républiques soviétiques, et non plus avec une ambition mondiale, ce qui permet un apaisement dans les relations avec l'étranger. Malgré ce revirement, les partis communistes du monde entier restent de façon durable entièrement soumis à l'autorité centrale de Moscou, à tel point qu'en France pendant la guerre, les membres du PCF n'entrent en résistance qu'à partir de 1941, après l'invasion de la Russie par l'Allemagne qui met fin de facto au pacte germano-soviétique.

Outre les actions d'ordre politique, à partir des années 1930 se met en place une véritable stratégie d'influence culturelle, qui pose les bases des décennies à venir : manipuler et séduire les intellectuels européens non-communistes afin de les rendre, le plus sincèrement du monde, perméables aux idées politiques (notamment en politique étrangère) soviétiques dont ils se feront ensuite le relais. C'est la naissance des compagnons de route⁹, dont l'influence dans la vie intellectuelle européenne, et en particulier française, sera immense. Leur influence se révèle en 1947, à l'occasion de « *l'affaire Kravchenko* ». Dissident soviétique ayant fait défection en 1944, il est alors en France pour présenter son livre, dans lequel il décrit les conditions de vie et les camps en URSS, et attaque en diffamation l'hebdomadaire *Les lettres françaises*, proche du PCF, qui l'accusait d'être un agent des États-Unis. Les réactions de la plupart des intellectuels français sont unanimes, et très violentes : c'est à cette époque que Sartre prononcera sa fameuse phrase « *Tous les anticommunistes sont des chiens* ».

La Seconde Guerre mondiale, par la mainmise soviétique sur toute une partie de l'Europe de l'Est, étend *de facto* sa zone d'influence d'autant. Après la guerre, Staline et les penseurs soviétiques ont un temps l'espoir que les révolutions éclatent finalement en Europe occidentale, mais ils déchantent rapidement. Se met alors en place une politique double : insister sur le rôle héroïque – réel – de l'URSS dans la victoire contre le nazisme, et lutter coûte que coûte contre une américanisation de l'Europe affaiblie, et donc à la merci de l'influence américaine à travers les aides apportées. Cela explique notamment l'opposition farouche des communistes occidentaux au plan Marshall.

La guerre Froide

Après la mort de Staline (1953) l'inquiétude vis-à-vis de l'Ouest et du danger qu'il représente pour l'URSS est loin de disparaître, comme en témoigne la campagne d'influence menée à

⁹ KOCH, Stephen, *La fin de l'innocence : les intellectuels d'Occident et la tentation stalinienne, trente ans de guerre secrète*, Grasset, 1995

travers les partis communistes européens pour faire échouer le projet de communauté européenne de défense entre 1952 et 1954¹⁰.

C'est à cette époque que le plan culturel, de nouvelles méthodes, cette fois sous la forme de coopération culturelle d'État à État, et non plus uniquement par le relais des partis communistes de chaque pays. Par exemple, à partir de 1957 en France des programmes d'échanges culturels (conférences, expositions, envois de disques et de livres...) sont mis en place avec l'URSS, à travers la création d'une Commission mixte permanente franco-soviétique. Il s'agit d'une stratégie délibérée de la part de l'Union soviétique, puisqu'en plus du Ministère de la culture et des organismes chargés de la coopération scientifique, elle dispose d'un Comité d'état pour les relations culturelles avec l'étranger¹¹.

Tout au long de la période, les efforts pour exporter les productions culturelles soviétiques en Occident ont été nombreux, mais ont rencontré des succès inégaux. Dans le domaine du cinéma, malgré son rapport très compliqué avec Staline, les films du réalisateur S. Eisenstein s'exportent très bien et rencontrent beaucoup de succès à l'ouest. Les films soviétiques des décennies suivantes rencontrèrent également un certain succès, plusieurs d'entre eux étant primés chaque année [à Cannes](#). En 1958, le film *Quand passent les cigognes* reçoit même la Palme d'or. Cependant, à part quelques grands succès, dont beaucoup datent de la toute fin des années 1980 (*Taxi Blues*, *Bouge pas, meurs et ressuscite*) les projections de films soviétique restaient, à l'étranger, cantonnés à un public déjà acquis de sympathisants communistes.

Il est également difficile pour l'URSS d'organiser la promotion de sa culture par de grandes tournées des troupes artistiques (théâtre, danse) de peur, parfaitement fondée, que les défections d'artistes de très grande renommée ne nuisent à l'image du pays. En effet, en 1961, le danseur étoile Rudolf Noureev fait défection à l'Ouest, suivi en 1974 par un autre danseur de renommée mondiale, Mikhail Baryshnikov. Sur le plan artistique, les autorités soviétiques préféraient donc souvent inviter des artistes étrangers célèbres en Russie et mettre en scène pour eux la richesse et la douceur de vivre soviétique.

Sur le plan diplomatique, l'URSS de Khrouchtchev se présente également comme plus ouverte, plus accessible à l'étranger, et cela passe par des visites minutieusement préparées de ce dernier, au Royaume-Uni en 1956, aux États-Unis en 1959, et en France en 1960. Ces visites sont mises en scène et relayées abondamment dans la presse mais aussi à la télévision dont l'importance médiatique ne fait qu'augmenter¹².

Parallèlement à cette coopération culturelle directe avec les Etats de l'Ouest, qui perdure malgré la Guerre Froide, l'URSS sort des frontières eurasiatiques auxquelles elle s'était limitée pendant la période Stalinienne et développe une politique d'influence envers les pays récemment décolonisés d'Afrique, ainsi qu'en Asie ou en Amérique latine. Des bourses d'études sont ainsi mises en place, et permettent à des dizaines de milliers d'étudiants¹³ de venir se former en URSS, essentiellement dans des formations scientifiques (ingénierie, pharmacie essentiellement)¹⁴. Le but est de former en URSS, selon les principes soviétiques,

10 REY, Marie-Pierre, *La Russie face à l'Europe. D'Ivan le terrible à Vladimir Poutine*, op. cit., p. 357

11 JEU, Bernard. *La coopération culturelle franco-soviétique*. In : Tiers-Monde, tome 9, n°35-36, 1968. Coexistence pacifique. pp. 897-907

12 MORIN, Violette. Une analyse de presse : [Le voyage de Khrouchtchev en France](#). In : *Communications*, 1, 1961. pp. 81-107 et REY, Marie-Pierre, *La Russie face à l'Europe. D'Ivan le terrible à Vladimir Poutine*, op. cit., p. 365

13 En 1989, près de 30 000 étudiants issus du seul continent Africain se trouvent en URSS, d'après l'UNESCO.

14 <http://www.rfi.fr/afrique/20160202-histoire-oubliee-etudiants-africains-pays-soviets-elitaf-afrique-urss-decolonisatio>

les élites des pays émergents afin de créer des liens avec ceux-ci, et de les détourner des puissances occidentales coloniales ou ex-coloniales. Cette politique est directement liée à la position de l'URSS à l'époque, qui se place comme opposante à la colonisation occidentale. Les liens très serrés que tisse l'URSS avec Cuba à cette époque sont très représentatifs.

A la fin des années 1950-1960, l'URSS se présente donc comme un pays à la politique étrangère apaisée, leader sur les questions de coopération, d'autodétermination des peuples, de paix et de développement. En Europe, elle est particulièrement en pointe sur les questions de désarmement nucléaire, car elle s'inquiète de voir l'OTAN se renforcer en Europe et en particulier en Allemagne de l'Ouest. Afin de limiter les risques, l'URSS cherche à se rapprocher individuellement des États européens, afin de semer le trouble dans leurs relations avec les États-Unis. Parallèlement, elle cherche à asseoir sa légitimité culturelle et son influence hors de l'Europe.

Malgré la détente, les années 1970 voient un montage en puissance des tentatives d'influence envers les USA, ainsi qu'une continuation du développement des liens entre l'URSS et des États du tiers-monde dans le cadre de la guerre froide, comme Cuba, l'Angola ou encore le Mozambique. Après une période très favorable aux idées soviétiques, l'opinion publique européenne se met à soutenir les dissidents, au nom des droits de l'homme, et à publier leurs écrits. Cette organisation de groupes antisoviétiques en Occident inquiète Iouri Andropov, alors directeur du KGB. Il met en place une politique de renseignement et de désinformation très efficace. Parmi ces « *mesures actives* » on compte la publication d'ouvrages destinés à semer le trouble dans la société américaine – notamment une analyse attribuant l'assassinat de J. F. Kennedy à l'extrême droite américaine, des faux documents distribués à la presse américaine, des tentatives pour enflammer les tensions raciales aux États-Unis, et ainsi de suite¹⁵. A l'intérieur de l'URSS, à travers une politique d'internement psychiatrique des opposants et intellectuels dissidents, il fait en sorte de réduire au silence l'opposition et de l'empêcher de transmettre à l'étranger une mauvaise image de l'URSS.

Chapitre 3 : L'effondrement des années 1990-2000

Malgré une tentative de la part de Gorbatchev, à la toute fin des années 1980, de faire évoluer l'URSS vers une social-démocratie plus tournée vers l'Europe (la « *maison commune* »), 1991 voit la brutale implosion du régime soviétique. Bien que la Russie soit internationalement reconnue comme l'État successeur de l'URSS, elle n'a en réalité hérité d'aucun des relais de pouvoir et d'influence à l'étranger, qui étaient tous liés au Parti Communiste. Il lui reste les cadres soviétiques, dont beaucoup, comme Vladimir Poutine, sauront gravir les échelons et reprendre la tête du pays, mais la décennie 1990-2000 est marquée par un soudain recul de l'implication russe hors des frontières de l'ex-URSS. Dans une Russie très affaiblie, Boris Eltsine tente de poursuivre la politique de rapprochement avec l'Europe impulsée par Gorbatchev.

Du côté des penseurs occidentaux, on assiste à une projection unilatérale de leurs espoirs et de leur volonté d'influence sur la Russie, sans prendre en compte la réalité de la situation. L'exemple le plus frappant est la figure de Soljenitsyne. Dès les années 1970 il défendait un retour aux sources orthodoxes et nationalistes de la Russie, et critiquait Sakharov pour sa soumission passive aux idées occidentales¹⁶, mais ce n'est qu'après la chute de l'URSS que l'Occident semble le découvrir, après avoir espéré faire de lui un chantre de la libéralisation à

15 ANDREW, Christopher et MITROKHINE, Vassili, *Le KGB contre l'Ouest... op.cit*, pp. 335-356

16 REY, Marie-Pierre, *La Russie face à l'Europe. D'Ivan le terrible à Vladimir Poutine*, op. cit., p. 392

l'occidentale. C'est également l'époque de la libéralisation tous azimuts de l'économie d'État soviétique, sans aucun contrôle et qui aboutit à des investissements massifs de la part de fonds étrangers, dont beaucoup sont américains. Ces investissements ont permis de moderniser des infrastructures soviétiques à bout de souffle, mais ont laissé des traces et un ressentiment durable, ainsi qu'une impression de perte de souveraineté. Sur le plan culturel, de même que sous Brejnev déjà, la jeunesse soviétique rêvait d'Amérique, de jeans et de rock n'roll, l'imaginaire populaire russe des années 90 se tourne vers les États-Unis plus que vers l'Europe en quête de modèle.

Malgré l'effondrement politique, social et économique de la décennie et une perte de repères très dure, on assiste dans les années 1990 aux premières tentatives de recréer une identité russe dépassant ces obstacles, mais ils restent encore purement internes à la sphère ex-soviétique : c'est notamment l'invention du concept de *Russkii mir*, le Monde russe¹⁷, qui prendra toute son importance dans la décennie 2000.

17 LARUELLE, Marlène, « *The Russian world* ». *Russia's soft power and geopolitical imagination*, Center on Global Interest, 2015

Partie 2 – Comment se donner les moyens d’une ambition

Vladimir Poutine, en tant que président ou Premier Ministre russe depuis 2000, est bien souvent mis en avant pour expliquer la politique d’influence russe contemporaine. Cependant, il s’appuie avant tout sur une analyse historique construite au cours de la dernière décennie, ainsi que sur des théories développées et soutenues par des hommes politiques ou penseurs russes, ainsi que sur des organisations ayant pour but de répandre ces idées

Chapitre 1 : L’influence culturelle russe aujourd’hui : renaissance ou renouveau ?

Les acteurs clés

Voici une liste non-exhaustive des acteurs et organismes qui jouent un rôle dans la diffusion des idées russes à travers le monde.

Au sein des gouvernements russes successifs :

- **Evgeniy Primakov** : Il fut directeur du Service de Renseignement extérieur de 1991 à 1996, puis Ministre des Affaires étrangères. Selon lui, la Russie a trop voulu se rapprocher de l’Europe, sans y gagner quoique ce soit en retour. Pire, elle a été trompée et les accords qu’elle avait passé bafoués avec l’entrée dans l’OTAN d’anciens pays satellites de l’URSS. Pour lui, de par sa situation géographique, la Russie est naturellement une puissance eurasiatique. Il a également théorisé le concept de « monde multipolaire », en opposition au monde bipolaire de la guerre froide, puis au monde unipolaire *de facto* après la chute de l’URSS. C’est également à lui que l’on doit le concept d’**étranger proche**, et du rôle particulier que la Russie a à y jouer
- **Sergueï Ivanov** : Ministre de la Défense de 2001 à 2007, il a également soutenu dès 2001 les raisons pour lesquelles la Russie est une puissance eurasiatique à l’identité propre, ainsi que le rôle que devait jouer la Russie dans un nouvel ordre mondial multipolaire¹⁸.
- **Vladimir Medinski** : Ministre de la culture depuis 2012, il orchestre toute la stratégie culturelle de la Russie dans et hors de ses frontières.
- **Vladislav Surkov** : Souvent appelé « l’éminence grise » de V. Poutine, ancien chef de l’administration présidentielle de 1999-2011, il reste un des conseillers personnels de V. Poutine sur les questions ukrainiennes ainsi que sur l’Abkhazie et l’Ossétie. Il est considéré comme un des hommes les plus influents [en Russie aujourd’hui](#).
- **Konstantin Kosachev** : Cet homme d’Etat russe, président du Comité des Affaires étrangères du Conseil de la Fédération, est également le directeur de l’agence *Rosstrudnichestvo*.
- **Vladimir Kochin** : Membre du Conseil des experts sur la politique économique et l’entrepreneuriat à la Douma, il est également le directeur exécutif de la fondation *Russkiy Mir*.

Penseurs et influenceurs non-étatiques

18 Discours de Sergueï Ivanov au 37ème congrès sur la sécurité de Munich.

- **Alexandre Douguine** – Penseur et idéologue, il est le fondateur de la pensée néo-eurasiste, fondamentalement opposée à toute influence occidentale considérée comme décadente. Sa pensée trouve des échos notamment parmi les partis européens d'extrême-droite.
- **Konstantin Malofeev** est un riche homme d'affaires nationaliste russe, accusé en Occident de favoriser le désordre en Europe et en Ukraine. Il est accusé de soutenir financièrement les séparatistes de l'est de l'Ukraine à travers son fond d'investissement international Marshall Capital Partners. Il est également le fondateur d'une ONG visant à restreindre les libertés sur internet.
- **Margarita Simonyan** est la rédactrice en chef de l'ensemble médiatique *Russia Today*, ainsi que de l'agence de presse gouvernementale russe *Rossiia Segodnya*, dont dépend *Sputnik News*, ce qui en fait une des personnes les plus influentes dans le milieu médiatique russe à destination de l'Occident.

Organismes :

Les deux principaux organismes de promotion culturelle russe à l'étranger sont **Rossotrudnitchestvo** et **Ruskiy mir**.

Il s'agit de deux agences d'État pour la promotion de la langue et de la culture russe. La première est tournée vers les pays de l'ex-URSS, la seconde a une vocation plus générale.

Les textes de la stratégie culturelle russe aujourd'hui

Il n'existe pas véritablement un corpus clair permettant de dégager les principes fondamentaux des stratégies culturelles russes aujourd'hui, car la plupart de ces principes directeurs doivent être déduits à partir d'une analyse générale des moyens mis en œuvre.

Les résultats de cette analyse seront détaillés plus loin dans le corps de cette étude, mais cependant il est possible d'identifier deux textes principaux qui donnent les grandes lignes stratégiques.

Le premier est, en français, intitulé *Concept de la politique étrangère de la fédération de Russie*¹⁹. Ce document date de 2016 et résume les principaux objectifs de la Russie dans le cadre de sa politique étrangère, parmi lesquels on retrouve, par exemple :

« Renforcer les positions de la Fédération de Russie en tant qu'un des centres influents du monde moderne »

Concernant les stratégies d'influence culturelle, ce document est également très clair :

« [A travers sa politique étrangère, la Russie vise à :]

h) *assurer la protection efficace des droits et les intérêts légitimes des citoyens et des compatriotes russes résidant à l'étranger sur tous les plans, y compris dans le cadre de différents formats internationaux ;*

i) *renforcer le rôle de la Russie dans l'espace humanitaire mondial, diffuser et renforcer les positions de la langue russe dans le monde, populariser les succès de la culture nationale, le patrimoine historique national et l'identité culturelle des peuples russes, l'éducation et la science russes, consolider la diaspora russe à l'étranger ;*

k) *renforcer les positions des médias et des communications russes dans l'espace médiatique mondial et porter à la connaissance du public mondial la vision russe des processus internationaux »*

Ces points sont repris et détaillés plus loin dans le document :

¹⁹ Version française disponible sur le site du Ministère des [Affaires Etrangères russe](#)

« L'usage des instruments de la "puissance douce" (soft power) pour régler les problèmes de la politique étrangère devient partie intégrante de la politique internationale actuelle, c'est-à-dire l'usage des capacités de la société civile, des méthodes et technologies d'information et de communication, sociales et autres, en plus des méthodes diplomatiques traditionnelles. »

Sur le rôle de la religion :

« La Fédération de Russie, en tant qu'État multiethnique et multiconfessionnel ayant une expérience séculaire de coexistence harmonieuse de différents peuples, groupes ethniques et confessionnels, contribue au développement du dialogue et à l'établissement du partenariat entre les cultures, les religions et les civilisations, [...] soutient les initiatives appropriées de la société civile; coopère activement avec l'Église orthodoxe russe et les autres associations religieuses principales du pays; lutte contre l'extrémisme, le radicalisme des mœurs sociales, l'intolérance, la discrimination et la ségrégation raciale, ethnique, confessionnelle, linguistique, culturelle ou pour d'autres raisons ».

Ce document formalise également l'idée d'un monde multipolaire (appelé ici polycentrique), de la perte de vitesse de l'Occident, et reconnaît « la pluralité des modèles de développement des États » que l'on peut analyser comme l'acceptation que la démocratie n'est pas l'unique modèle de gouvernement acceptable. Une grande partie est consacrée à l'importance des normes et règlements internationaux, ainsi qu'à la place centrale de l'ONU dans les relations inter-étatiques, plaçant la Russie comme défenseur farouche de l'ordre établi et des lois : « [La Fédération de Russie a l'intention de contrer] les tentatives d'ingérence dans les affaires intérieures des États pour y renverser inconstitutionnellement le pouvoir en place, y compris en soutenant des entités non étatiques dont les organisations terroristes et extrémistes; [et d']empêcher la réalisation, sous prétexte de l'application du concept de "responsabilité de protection", des interventions militaires et des autres formes d'ingérence extérieure violant les normes du droit international, notamment le principe d'égalité souveraine des États ». Ce principe, visiblement d'une importance capitale, est répété en d'autres termes plus loin dans le document.

De manière générale, la plupart des orientations et points importants présents au sein de ces 22 pages concernent le *soft power* plus que le *hard power* – la partie consacrée aux questions de sécurité et de non-prolifération est très réduite – mais plus encore aux stratégies culturelles, comme la langue, les médias, les principes presque philosophiques entourant les relations internationales. Cela dénote de l'importance capitale accordée à ces leviers dans la politique étrangère russe aujourd'hui.

Le second document détaille la mise en œuvre de la stratégie culturelle de la Fédération de Russie jusqu'en 2030²⁰. Ce document, en russe, concerne la stratégie interne du pays et est donc moins intéressant concernant l'influence extérieure de la Russie. Il permet cependant d'avoir un aperçu des sujets importants dans l'opinion russe en matière culturelle, notamment le soutien aux valeurs de la famille traditionnelle.

20 Un résumé du document ainsi que des liens de téléchargement du document complet sont disponible ici : <http://www.council.gov.ru/activity/documents/76702/>

A travers un corpus idéologique reposant avant tout sur des personnalités et des axes de travail, formalisés de façon générale dans quelques documents, on peut donc considérer qu'il existe, effectivement, des stratégies claires d'influence culturelle en Russie aujourd'hui. Celles-ci ont des objectifs divers mais dont la finalité est la même, à savoir le retour à une position de premier plan de la Russie sur la scène internationale.

Chapitre 2 : Reprendre une place de premier plan sur la scène internationale

Après la chute de l'URSS, la Russie tente depuis les années 2000 a tenté dans un premier temps de s'imposer à nouveau sur la scène internationale comme une puissance au moins régionale, et non plus mondiale et impérialiste. Cela l'amène donc à faire usage de *soft power*, à l'instar des autres pays. Des causes plus conjoncturelles ont poussé V. Poutine à mettre en œuvre une telle stratégie. Si les moyens mis en œuvre ne lui permettent cependant pas encore de rivaliser avec les États-Unis ou l'Union européenne, le cas de la Crimée démontre que la Russie a retenu les leçons du passé.

Après l'effondrement de l'URSS, puissance impériale, la politique étrangère russe était mue par un désir de tourner la page. Il s'agissait de mettre fin à une longue parenthèse soviétique qui aurait éloigné la Russie du cours de l'histoire suivi par les autres pays européens pour se fondre dans la « *communauté des États civilisés* »²¹ qu'elle avait quitté en 1917 après avoir tenté de s'en rapprocher tout au long de son histoire, en d'autres termes l'Occident.

Pourtant, ce choix de faire table rase du passé soviétique et la posture systématiquement pro-occidentale qui en est le corollaire ont montré leurs limites.

Concomitant de l'effritement brutal de l'influence internationale de la Russie, l'« idéalisme débridé » qui a caractérisé la diplomatie russe au lendemain de l'indépendance a été délaissé au profit d'une approche plus réaliste des relations internationales, plaçant les intérêts nationaux au centre de la politique étrangère.

Perceptible dès 1993, notamment dans les relations avec l'« *étranger proche* », ce tournant devient visible dans les relations avec l'Occident à partir du milieu des années 1990, notamment après l'arrivée d'Evgeniy Primakov en janvier 1996 à la tête de la diplomatie russe. Celle-ci devient alors plus affirmée, n'hésitant pas à s'opposer directement à l'Occident, par exemple lors l'intervention de l'OTAN au Kosovo en 1999.

L'arrivée de Vladimir Poutine au Kremlin, en 2000, ne constitue donc pas une rupture, mais marque la clarification et la formalisation de positionnements de politique étrangère initiés dans la seconde moitié des années 1990²². Or Vladimir Poutine est persuadé de l'idée d'une spécificité russe sous-tendant la vision d'un monde multipolaire, dont Moscou se perçoit comme l'une des puissances²³.

Cette évolution historique explique la relative tardiveté de la formalisation d'une stratégie de *soft power*. Si ce concept est aujourd'hui l'un des plus usités en Russie, l'engouement qu'il y suscite est pourtant relativement récent. Au début des années 1990, lorsque l'Américain

²¹ Expression employée par le ministre des Affaires étrangères Andrej Kozyrev dans *Komsomol'skaja Pravda*, 9 juin 1992. Cité par Jacques Lévesque, « La gestion de l'ancien Empire ou les vestiges de la puissance », *Critique internationale*, n° 12, juillet 2001, p. 3.

²² DELCOUR Laure, « Comment la Russie voit-elle le monde ? Éléments d'analyse d'une politique étrangère en mutation », *Revue internationale et stratégique* 2007/4 (N°68), p. 133-141.

²³ *ibid.*

Joseph Nye a théorisé cette notion, la Russie avait d'autres préoccupations. L'État était plongé dans la difficile transition post-soviétique, et la gestion de crise était son mode de fonctionnement unique.

L'époque exigeait non pas des outils sophistiqués de politique extérieure mais des mesures d'urgence. L'idée que la Russie pouvait avoir besoin d'un « pouvoir » spécifique pour renforcer son influence et son prestige a mis du temps à germer.

Avec le retour à la présidence de Vladimir Poutine en 2012, le développement du soft power a été érigé en priorité nationale (source). Ainsi, la version 2013 du *Concept de politique extérieure*, stipule explicitement : « *“La puissance douce” [...] devient une partie intégrante de la politique internationale contemporaine* »²⁴.

Eu égard à sa taille, son histoire, sa puissance militaire et la force de son économie, la Russie est une puissance, elle ne peut donc se passer du levier de puissance aujourd'hui déterminant qu'est le *soft power*.

Dans les médias occidentaux se dessine depuis plusieurs années l'image d'une Russie inquiétante, car marquée sur le plan intérieur par une disparition progressive des libertés et sur la scène internationale par une volonté omniprésente d'affirmer sa puissance, comme ce fut le cas notamment en Géorgie et en Crimée.

A travers les différents outils à sa disposition en matière d'influence culturelle, la Russie cherche avant tout à mettre en scène sa façon de voir le monde et les relations internationales et à l'exporter, afin de contrecarrer une vision beaucoup occidentale, voir américaine.

La contre-propagande : l'utilisation de médias russes (*RT, Sputnik, la Voix de la Russie* etc.) permet de faire de la contre-propagande traditionnelle. Il s'agit de livrer une vision alternative des grands événements internationaux. L'UE réfléchit activement à limiter l'influence de ces médias alternatifs du fait de leur audience grandissante²⁵.

La diffusion de la langue russe : la diffusion de la langue est l'un des attributs du *soft power*. Ainsi, au milieu des années 2000 a été créé la fondation étatique *Rousskii Mir* (Monde russe), chargée de la préservation et de la diffusion de la langue russe. Ce fonds rencontre un grand succès. Il a ouvert des représentations sur la planète entière, sur le modèle de l'Alliance française²⁶.

Centre culturel : En France, l'Institut de la démocratie et de la coopération organise des conférences et des colloques ayant pour objectif de partager le point de vue russe sur des questions internationales. D'autre part, le Centre Spirituel et Culturel orthodoxe russe ouvert en 2016 à Paris, à proximité de plusieurs bâtiments officiels français (ministères ou Elysée) participe à cette volonté dynamique d'expansion et de visibilité de l'orthodoxie russe dans le monde dans lequel le Kremlin a aussi un intérêt en termes d'influence.

Le financement de projets de développement de façon bilatérale : Conformément à un décret du président V. Poutine signé en mai 2013, la Russie a changé de stratégie en matière de financement de projets réalisés à l'étranger : afin que la participation de Moscou soit

²⁴ LOUKIANOV, Fiodor, « *Les paradoxes du soft power russe* » *op.cit.* p. 147-156.

²⁵ « [La propagande russe agace](#) l'Union européenne qui essaie de la contrer », *The Huffington Post*, 5 octobre 2016.

²⁶ LOUKIANOV, Fiodor, « *Les paradoxes du soft power russe* » *op.cit.* p. 147-156.

personnalisée et non plus diluée, le gouvernement privilégie désormais les projets bilatéraux au détriment des projets multilatéraux. Une source diplomatique russe a expliqué au quotidien *Kommersant* la logique ayant présidé à ce changement : « Dans les pays africains, personne ne sait que la Russie fournit une aide humanitaire au continent. Nous finançons des programmes dans le monde entier, sans faire de détail, à la discrétion des organisations internationales auxquelles nous versons de l'argent. Pendant ce temps, nos concurrents géopolitiques consacrent une proportion écrasante de leurs moyens à des projets bilatéraux dans des régions qui représentent des intérêts pour eux. »

L'espace post-soviétique peut également devenir une région prioritaire pour les aides russes²⁷.

Le soin apporté à la diaspora russe : Une attention particulière est également portée aux Russes de l'étranger, officiellement considérés comme un élément prépondérant de la « puissance douce » du pays. La majeure partie de la diaspora réside dans les ex-républiques soviétiques, notamment en Ukraine. L'effondrement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) a fait des Russes un peuple divisé : 25 millions d'entre eux se sont brusquement retrouvés en dehors des frontières nationales sans avoir changé de lieu de résidence. Formellement, la politique concernant les Russes de l'étranger a toujours été érigée en priorité ; dans les faits, ce ne fut jamais le cas. Le sort des russophones installés dans les pays voisins n'était évoqué qu'en période électorale et constituait un levier de pression, spécialement sur les États baltes²⁸.

L'absence d'une offre idéologique attrayante, d'une « identité russe » propre pouvant faire contrepoids à l'offre occidentale tels que la liberté sociale ou le « rêve américain » : La Russie ne dispose pas du ferment idéologique dont pourrait naître un message susceptible d'attirer l'attention du reste du monde. Certains auteurs ont pu avancer un temps que la Russie ne parvenait pas à produire autre chose qu'un discours traditionaliste et conservateur, donc clairement opposé au progrès²⁹. Elle définirait son message de manière résiduelle par anti-américanisme ou anti-occidentalisme, c'est-à-dire l'opposition à la domination américaine et occidentale. Une puissance qui, si elle n'incarne pas une alternative systémique à l'Occident, représenterait à tout le moins un contrepoids à son monopole culturel et politique.

Une autre analyse est possible. La Russie offre aujourd'hui un contre modèle à la mondialisation libérale prônée par l'occident, qu'il serait réducteur de réduire à un simple conservatisme³⁰.

En 2013, Vladimir Poutine a explicitement affirmé fonder sa doctrine sur le conservatisme. Il a expliqué cette notion en citant le philosophe Nikolai Berdiaev : "Le conservatisme n'empêche pas l'évolution, mais protège de la régression, du mouvement vers l'obscurité chaotique et vers un état primitif". Le président – consciemment ou intuitivement – part du fait que tout changement, aujourd'hui, entraînera forcément un résultat négatif. Selon lui, le progrès n'est pas un but en soi mais il doit servir à renforcer le développement économique. D'après les propos de V. Poutine, la Russie prétend également au droit de présenter sur l'échiquier mondial un système de pensées opposé à ceux qui dominaient inconditionnellement la politique internationale il y a encore peu de temps : un changement

²⁷ *ibid.*

²⁸ Mikhaïl SOUSLOV, « Le « Monde russe » : la politique de la Russie envers sa diaspora Russe. » *Nei.Visions*, n° 103, Ifri, juillet 2017.

²⁹ LOUKIANOV, Fiodor, « *Les paradoxes du soft power russe* » *op.cit.* p. 147-156.

³⁰ LOUKIANOV, Fiodor, « [Poutine proclame le conservatisme idéologie d'Etat](#) », *Sputnik*, le 13 décembre 2013.

significatif car jusqu'à présent la politique de la Russie était explicitement et notoirement non idéologique.

Or l'idéologie conservatrice, selon Mathieu Bock-Côté, « rappelle à l'homme qu'il est un héritier ». Selon lui, « l'homme sans histoire, sans culture, sans patrie, sans famille et sans civilisation, explique-t-il, n'est pas libre : il est nu et condamné au désespoir »³¹. On comprend donc pourquoi cela pousse à défendre, par le biais du concept de l'enracinement, la souveraineté nationale et la liberté des nations à être différentes, fidèles à leurs racines, et à ne pas s'inscrire dans le processus de normalisation accompagnant la mondialisation.

V. Poutine se présente ainsi aujourd'hui comme le champion du multilatéralisme et de la souveraineté nationale en visant avant tout la prétention hégémonique américaine et la soumission des Européens à cette hégémonie. Ce discours correspond donc également à des intérêts très précis³².

En un sens, l'offre idéologique du Kremlin sur la scène internationale fait écho à celle du Général de Gaulle, partisan d'une troisième voie entre les deux blocs impériaux et défenseur de la souveraineté des états. C'est notamment au nom de cette vision que l'armée russe a été amenée à intervenir en Syrie, à la demande du gouvernement – on ne peut donc pas analyser cela comme de l'ingérence – pour préserver la souveraineté d'un État légitime.

En effet, si l'offre idéologique occidentale se traduit par un cocktail de libéralisme et de libertarisme (protection des LGBTQ, des minorités, libération sexuelle, droits de l'homme et de l'enfant, individualisme, multiculturalisme etc.), ayant atteint un haut niveau d'efficacité tant technologique qu'économique, la Russie se présente comme la seule puissance réussissant à opposer la même efficacité économique et militaire mais en ayant un message radicalement opposé du point de vue idéologique.

Schématiquement, l'offre idéologique russe consiste à prôner l'enracinement et la conservation tant d'un point de vue économique que politique, offrant ainsi un système lui aussi cohérent.

La question de l'attractivité de ce modèle idéologique reste en suspens. Pour autant, la vague de populismes secouant les pays occidentaux montre le retour de l'enracinement comme ressort majeur de la vie politique. Pour exemple, les candidats souverainistes affichés ont obtenu ensemble plus de 50% des suffrages aux dernières élections présidentielles françaises (J-L. Mélenchon, F. Fillon, M. Le Pen, N. Dupont-Aignan)³³. Ces candidats ont par ailleurs exprimé, chacun à des degrés divers, des positions pro-russes, ce qui démontre une relative réussite du *soft power* russe.

Chapitre 3 : L'influence culturelle au service de la politique étrangère russe

Un autre objectif de l'influence culturelle russe est de soutenir une politique étrangère qui, sans une mise en scène réfléchie, pourrait se transformer en victoire militaire ou politique mais en défaite sur tous les autres plans, comme ce fut le cas avec la guerre de Tchétchénie en 1999 ou la crise en Géorgie en 2008. L'annexion de la Crimée a montré l'étendue des progrès russes en matière de *soft power* : l'utilisation d'outils et de méthodes communicationnelles ont été un soutien puissant à la politique étrangère russe.

La Crimée revêt une importance stratégique pour les Russes de par l'accès dont elle dispose à la Mer Noire. Vladimir Poutine a donc dû manœuvrer stratégiquement afin d'annexer celle-ci

³¹ DEVECCHIO, Alexandre, « [Les 7 familles du conservatisme](#) », *Le Figaro*, 2 décembre 2016.

³² BONIFACE, Pascal, « [Réflexions sur la croisade idéologique de Poutine](#) », *Mediapart*, 1^{er} août 2016.

³³ GOUËS, Catherine, « [Présidentielle : 11 candidats, 7 pro-Poutine](#) », *L'Express*, 13 avril 2017.

tout en obtenant le soutien de la majorité de ses habitants. En effet, une offensive militaire classique n'aurait pas permis à la Russie d'atteindre un tel résultat aussi rapidement.

Le cas de la Crimée est une réussite tant stratégique que communicationnelle. La version diffusée par les relais d'influence et amis de la Russie a permis de mettre fin à la vision manichéenne occidentale³⁴, en témoigne en France les prises de position pro-russes de plusieurs candidats à la présidentielle et même de N. Sarkozy³⁵. La Russie n'est plus perçue comme un ogre menaçant l'occident.

Par ailleurs, le rattachement de la Crimée par l'utilisation intelligente de la minorité russe d'Ukraine, majoritaire en Crimée, est un cas d'école de *soft power*. Les médias russes ont en effet galvanisé la population de Crimée pour obtenir son adhésion au projet de rattachement à la Fédération de Russie. Les résultats du référendum ont révélé la réussite de cette entreprise et l'écho du discours russe, qui était celui de la légitimité et de la défense de la minorité russe opprimée par le pouvoir central ukrainien³⁶.

Par ailleurs, l'établissement d'un pont entre la Crimée et la Russie est un exemple d'investissement (qui soudera durablement la péninsule à la Russie, par le biais du développement économique, autre ressort du *soft power*³⁷).

³⁴ JEANJENE VILMER, Jean-Baptiste, « *Crimée : les contradictions du discours russe* », *Politique étrangère* 2015/1 (Printemps), p. 159-172.

³⁵ QUINAULT-MAUPOIL, Tristan, « [Nicolas Sarkozy légitime l'annexion de la Crimée par la Russie](#) », *Le Figaro*, le 10 février 2015.

³⁶ RICHARD, Yann, « *La crise de Crimée (mars 2014) : comment en est-on arrivé là ?* », *EchoGéo* [LIEN](#)

³⁷ QUENELLE, Benjamin, « [En Crimée, le « pont Poutine » se construit en un temps record](#) », *La Croix*, le 21 mars 2017.

Partie 3 – Les manifestations de cette stratégie en Occident

Chapitre 1 : Arts et Culture : des outils pour redorer l’image du pays

Ces dernières années se développent au sein du Ministère de la Culture russe une politique de défense vis-à-vis de l’influence occidentale. Cette position est d’abord incarnée par Vladimir Poutine, et par son ministre de la Culture Vladimir Medinski. Ce qui est reproché à la culture occidentale par la Russie et qui l’incite à adopter une politique culturelle plus conservatrice et protectrice des [valeurs russes](#), est résumé ainsi : « *un Russe, ou plutôt une personne appartenant au monde russe, pense d’abord et avant tout qu’un homme a une haute destinée morale. Les valeurs occidentales sont [à l’inverse] que la réussite se mesure à la réussite personnelle* ».

Cette position russe fait écho à la montée des valeurs conservatrices soutenues par Poutine et l’Église Orthodoxe de Moscou. Elle sert de ciment à la conception de l’identité russe du Kremlin, notamment après la fin de l’URSS.

Cette position, qui est à la fois une politique de rempart à l’influence culturelle extérieure et un moyen d’affirmer une identité culturelle propre, n’empêche pas la Russie d’avoir une véritable influence dans les arts et la culture. Ses artistes et leurs productions s’exportent. Mieux, elle a épisodiquement un pouvoir de captation des artistes ou influenceurs étrangers. L’hiver dernier, à la fondation Louis-Vuitton à Paris, s’est achevée l’exposition « *Icônes de l’art moderne – La Collection Chtchoukine* » avec un record d’affluence classant cet événement au deuxième rang français en termes de fréquentation pour une exposition. En France toujours, une exposition en collaboration entre le château de Versailles et le musée d’État de l’Ermitage de Saint-Pétersbourg a célébré le [tricentenaire](#) de la visite diplomatique du Tsar Pierre le Grand en France. Ces événements permettent de rappeler que la Russie détient un patrimoine culturel et artistique très important, avec notamment deux musées d’ampleurs internationales : celui de l’Ermitage à Saint-Pétersbourg et le musée des beaux-arts Pouchkine à Moscou. Ce capital artistique et culturel permet à la Russie d’accueillir un tourisme culturel [non négligeable](#).

De tels événements permettent d’attirer l’attention sur l’art et la culture Russe, et incitent les visiteurs à découvrir d’autres aspects du patrimoine russe³⁸, le tout appuyé par l’État russe et ses entreprises tels que Gazprom, principal mécène de ces événements.

Dans le même temps, la Russie exporte également les pans plus populaires de sa culture, et tente de concurrencer les productions occidentales, notamment dans l’audiovisuel à travers le cinéma et les séries télévisées.

Dans le cinéma, on a pu voir l’apparition de « *blockbusters* » russe, non seulement destinés à la population russophone mais aussi occidentale, suivant les codes des superproductions [hollywoodiennes](#) tout en les adaptant à la vision russe. Le monde du cinéma russe s’exporte aussi sur des festivals internationaux, comme à Cannes, sans pour autant que l’on puisse toujours percevoir un soutien du Kremlin³⁹. Dans les séries télévisées, les productions russes

³⁸ Parmi les plus reconnus il y a Le festival du cinéma russe à Honfleur qui célèbre sa 25^{ème} édition à Paris avec ‘un regard sur la Russie’ qui se déroule dans le 16^{ème} arrondissement, ou encore la 36^{ème} édition du Festival International Jean Rouch qui présente des films de réalisateurs russophones. Le réalisateur russe Andrei Zviaguintsev a remporté le prix du jury au festival de Cannes pour son film *Faute d’amour* en 2017.

³⁹<https://www.la-croix.com/Culture/Cinema/Feroces-portraits-Russie-2017-05-25-1200850108>

pour enfants s'exportent également avec succès dans sa périphérie proche, dans le monde arabe, mais aussi aux États-Unis, et au [Japon](#). On est encore loin de l'influence occidentale à travers le monde, mais la Russie fait de véritables efforts pour exister sur le marché de la « *pop-culture* », avec des objectifs économiques bien sûr, mais également pour assurer une certaine visibilité à sa propre vision du monde.

Sans être leader, la Russie affirme aussi son existence dans le marché du textile, du [luxe au streetwear](#). La *Fashion Week* de Moscou est depuis quelques années un rendez-vous important pour l'ensemble des couturiers occidentaux. Et les créateurs russes réussissent à exister sur un [marché très concurrentiel](#).

Dans les relais de l'influence culturelle et artistique, la Russie se sert aussi de ses centres culturels, qu'ils soient religieux ou non. On l'a vu notamment avec l'accroissement du nombre de lieux de culte en Europe, et au Moyen-Orient. Mais la politique Russe varie en fonction des pays dans laquelle elle est présente.

Face au succès des expositions d'origine russe en France, on a pu voir le développement d'autres expositions, au sein des bâtiments de l'Ambassade de Russie ou même du Centre Culturel russe de Paris. En outre, la Russie, là où elle dispose d'importants relais d'influence, comme la Syrie, développe directement ses intérêts culturels et artistiques, comme dans le [cinéma syrien](#).

Chapitre 2 : Evolution du pouvoir d'attraction russe dans les secteurs de l'éducation et de la recherche

Depuis quelques années, et dans la droite ligne de la tradition soviétique qui était un peu tombée en désuétude au cours des années 1990, les efforts afin d'attirer de jeunes talents venant des continents asiatique et africain se multiplient.

Coopération entre la Russie et l'Europe sur l'éducation et la recherche

L'université publique de Lomonosov à Moscou est 7^{ème} selon le classement BRICS, le podium étant occupé par des instituts chinois. La Russie se propose comme alternative sérieuse à la domination occidentale dans le domaine des études supérieures. Les différentes institutions promeuvent une vision russe des relations internationales. L'Université de MGIMO a été créé par le régime soviétique en 1944 sur le modèle de l'université publique Lomonosov de Moscou, mais avec l'ambition de former des cadres soviétiques capables de travailler dans les relations internationales et à [l'étranger](#). Elle est aujourd'hui toujours également tournée vers un public international : en 2013 la totalité des enseignements du master de l'École de gouvernance et des affaires s'est effectué en anglais, pour la première fois de son histoire. Les [intervenants internationaux](#) incluent Bill Clinton, Ban Ki-Moon, Jacques Chirac ou encore Georges Soros. Sergei Lavrov, le ministre des Affaires étrangères ou Irina Bokova, Directrice générale de l'Unesco sont des anciens élèves de l'institut.

Dans le monde de la recherche internationale, l'Union Européenne et la Russie se sont engagés dans une coopération scientifique et technologique fructueuse, y compris dans des domaines stratégiques. Les recherches à venir se concentreront en effet sur les infrastructures, l'aéronautique et le domaine de la santé. Depuis les années 1960, les scientifiques ont travaillé avec le Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire (CERN), malgré le très haut degré de sensibilité que revêtait le nucléaire pendant la guerre froide. En 2006 la Russie a signé le Memoranda de Compréhension pour la Maintenance et l'Opération afin de faire avancer le projet des Grands Collisionneurs de Hardons. Le domaine des sciences

constitue un pôle d'attractivité privilégié avec le Comité de Coopération Joint de Science et Technologie [UE-Russie](#). Le programme ERA-NET RUS vise une collaboration dans le domaine de recherche et développement.

Preuve de l'importance de la coopération dans les domaines de la recherche, celui-ci n'a pas été visé par les sanctions de l'Union Européenne. La Russie souhaite également organiser un concours de jeunes chercheurs européen en 2019.

L'essor des *think tanks* russes

En 2017 l'Université de Pennsylvanie a publié le rapport « 2016 Global [Go to Think Tank Index Report](#) ». La Russie y est classée à la 8^{ème} place en nombre avec 122 *Think tanks*, là où les États-Unis en comptent 1835. Parmi ceux-ci, on compte le centre Carnegie de Moscou (24/150), suivi de l'Institut d'Économie mondiale et des Relations Internationales à la 45^{ème} place, ainsi que le Moscow State Institute of International Relations (MGIMO 124/150). La Russie est présente dans d'autres types d'activités variées comme la sociologie ou encore des organisations anti-corruption. Certaines ONG sont directement liées à l'État, mais de plus en plus d'entités privées se spécialisent en conseil et audit. Les récentes tensions géopolitiques entre l'Occident et la Russie sont un sujet qui est au cœur de ces organisations. Bien que basé à Moscou et publiant en russe, le centre Carnegie de Moscou prend des positions critiques envers le gouvernement russe, qu'il considère comme étant en perte de puissance et propose des analyses d'inspiration très anglo-saxonne. Cependant, il s'agit d'un cas isolé parmi les *think tanks* russes. Le cas d'autres associations non-gouvernementales sont intéressantes à relever. A titre d'Agora, une association de juristes qui défend les acteurs de la société civile, a été fermée par décision judiciaire. L'ONG avait défendu gratuitement les Pussy Riots ou encore l'artiste contestataire Petr Pavlenski. Ces cas hautement symboliques avaient divisé l'opinion internationale sur la capacité de la Russie à tolérer la liberté artistique.

La plupart des *think tanks* et groupes de discussion en Russie sont cependant très loin d'être opposés au gouvernement, et servent même sa politique. C'est le cas du Club de discussion Valdaï, créé en 2004, qui rassemble chaque année des intervenants du monde entier, et auquel a déjà participé V. Poutine lui-même afin de préciser la vision russe en matière de politique étrangère.

L'Institut de la Démocratie et de la Coopération est un autre *think tank*, basé à Paris. Il dispose d'un statut consultatif auprès du Conseil Économique et Social de l'ONU. L'IDC ne travaille pas spécifiquement sur des sujets liés à la Russie, mais sur toutes les questions de géopolitique contemporaine, ce qui lui permet d'avoir un rayonnement plus large et de diffuser ses points de vue, liés à la pensée du Kremlin, plus efficacement.

Chapitre 3 : Les médias, un outil privilégié pour l'influence culturelle russe

La seconde guerre de Tchétchénie fut certes une victoire militaire et politique pour la Russie, mais un désastre médiatique. Les médias occidentaux n'ont en effet cessé pendant toute la durée de la guerre de relayer le point de vue d'ONG d'Europe de l'Ouest et du département d'État américain⁴⁰, hostiles à la position russe. Les images de la population tchétchène sous les bombes ont eu un fort impact en Occident, entraînant une perception négative du nouveau leadership incarné par Vladimir Poutine.

⁴⁰ LIEVEN, Anatol, *Current History*, Philadelphia, etc. Vol 99, (Oct 1, 2000), p. 321.

Constatant la faible influence de la Russie dans les médias internationaux et l'impossibilité d'expliquer « *le point de vue Russe* » à l'international, le nouveau président décide alors d'investir afin de moderniser l'influence médiatique russe. La directrice de l'agence de presse *Rossiia Segodnya*, [Svetlana Mironnuk](#), explique clairement le déficit en termes d'image : « Malheureusement, au niveau de la conscience des masses en Occident, la Russie est associée à trois mots : le communisme, la neige et la pauvreté ».

Le point de départ de cette nouvelle impulsion est *Rossiia Segonya*. Cette agence de presse d'État est l'héritière du *Sovinformburo*, agence créée en 1941 pour couvrir l'activité de l'armée soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale. Ses thèmes de prédilection sont alors la lutte contre le fascisme et la politique étrangère soviétique. En 1961, l'agence de presse *Novosti* succède au *Sovinformburo*. La charte de celle-ci explique sa mission : « *Contribuer à la compréhension mutuelle, à la confiance et à l'amitié entre les peuples de toutes les manières possibles en publiant largement des informations précises à l'étranger et en familiarisant le public soviétique avec la vie des peuples des pays étrangers* ».

Plusieurs organisations se sont succédé ensuite dans les années 1990, dont l'agence *Vesti*. Cette dernière va lancer *Russia Today*, qui va devenir par la suite un géant de l'information [en continu](#). En 2013, le président Poutine dissout *RIA Novosti* pour la fusionner avec la Voix de la Russie (ancêtre de *Sputnik*) afin de créer *Rossiia Segodnya*.

Russia Today est créé en 2005, juste après la révolution Orange en Ukraine, par l'ancien ministre de l'information (1999-2004) Mikhaïl Lesin et le porte-parole de Vladimir Poutine Aleksei Gromov. C'est le symbole du retour en puissance de la Russie sur la scène médiatique. *Russia Today* est diffusée en 6 langues (Anglais, Arabe, Espagnol, Russe, Allemand, Français). L'ouverture prochaine de la chaîne en continu de *Russia Today France* est une volonté d'investir l'espace francophone délaissé [jusqu'à maintenant](#). La mission est de rehausser l'image de la Russie. La chaîne de télévision reprend le modèle de la BBC et de CNN. En effet, la diffusion continue alterne le journal des nouvelles et des « *talk-show* ». La couleur verte du média lui permet de se distinguer de ses concurrents (BBC, France 24, CNN, Fox News) et le sigle « RT » lui donne un certain camouflage auprès d'un public qui n'a pas connaissance que c'est une chaîne d'État. RT s'est rapidement imposée à partir de 2008 comme une chaîne singulière et avec une identité propre.

La force de RT réside tout d'abord dans l'utilisation des médias sociaux pour la diffusion de son contenu. Les clips vidéo de « *Rt Ruptly* » sont repris par des internautes car ils montrent l'information brute en image et sans commentaire. Les diffusions live à travers *Periscope* ou *Facebook live* rendent RT populaire chez les jeunes des pays occidentaux.

Elle réside également dans la qualité et la diversité des émissions. L'exemple de l'émission « *Keiser report* » montre les contradictions du système économique mondialisé et une critique acerbe des politiques monétaires des banques centrales. Abby Martin avec « *Breaking the Set* » a offert une alternative au public américain pour montrer les contradictions de la politique étrangère des États-Unis. Julian Assange a également eu un temps [sa propre émission](#).

Enfin, *Russia Today* sait s'adapter à son public et montrer les contradictions des systèmes. Ainsi aux États-Unis, elle montre en détail les bavures policières par la police américaine et la corruption des élites américaines en place. En France, l'accent est porté sur les émeutes, les manifestations, l'immigration. En Amérique latine, elle détaille l'influence américaine dans le continent. De plus ses téléspectateurs et lecteurs sont différents selon les pays. Aux États-Unis le public est visé est la gauche américaine et les libertariens. En revanche, en France, *Russia*

Today donne la parole à des mouvements souverainiste et anti-immigration plutôt à droite sur l'échiquier politique.

La montée en puissance médiatique de *Russia Today* commence à s'affirmer avec la crise Géorgienne de 2008. Le conflit est présenté dans par les médias occidentaux comme une agression de la Russie contre la Géorgie. *Russia Today* a mis en place une contre-propagande en présentant la Géorgie comme agresseur des républiques séparatistes (Abkhazie et Ossétie du sud). La diffusion en continu de reportages sur le conflit pour illustrer ce point de vue et la mise en lumière des réseaux de l'OTAN en Géorgie a contribué à l'isolement médiatique de la [Géorgie](#). La seconde montée en puissance s'opère avec l'escalade en Ukraine pendant et après les événements de la place Maïdan. *Russia Today* a en effet réussi à montrer qu'une importante minorité des manifestant de Maïdan se réclamait ouvertement de l'idéologie nazie, contrairement aux médias occidentaux qui présentaient Maïdan comme une révolution [pacifiste pro-européenne](#). Le soutien médiatique au rattachement de la Crimée à la Russie en présentant des arguments légitimes, comme le droit des peuples à disposer d'eux même, ainsi que la nécessité de protéger la population russe du régime « fasciste » de Kiev, montre que *Russia Today* est un outil informationnel efficace pour présenter le point de vue russe. La couverture de la guerre du Donbass montrant les milices constituées à la hâte et les exactions des bataillons néo-nazis (Bataillon Azov par exemple) ont permis de faire un contrepoids à la version américaine de l'ingérence russe. Enfin l'intervention russe en Syrie a permis à *Russia Today* de prendre le rôle de relais médiatique du conflit Syrien. Les contradictions des occidentaux sur la lutte contre le terrorisme sont une nouvelle fois mise en lumière par la chaîne, comme par exemple le fait qu'ils luttent contre Bachar al-Assad et soutiennent en même temps des groupes armés islamistes.

A partir de la fin de l'année 2014, les pays de l'OTAN commencent à se rendre compte de la puissance de frappe médiatique de *Russia Today*. La guerre contre-informationnelle initiée en 2005 commence à porter ses fruits. *Russia Today* est désormais accusée de propager des fausses nouvelles et d'ingérence dans les pays de l'Ouest. C'est pourquoi la doctrine américaine actuelle de sécurité comporte aussi un volet de *soft power* défensif, car depuis Joseph Nye on sait que les médias peuvent aussi jouer un rôle pour influencer un groupe de population. Et en effet la crédibilité et le monopole des médias traditionnels est mis à mal par le rôle joué par des nouveaux arrivants comme *Russia Today*.

L'objectif initial de *Russia Today* était de rehausser l'image de la Russie à l'international. Or l'on constate que cette ambition n'a pas été atteinte. Les relations diplomatiques entre la Russie et les pays occidentaux sont au plus mal et la Russie est toujours mal vue par la majorité de la population des pays de l'ouest. Néanmoins les médias russes internationaux sont un outil efficace pour soutenir la politique étrangère de la Russie. Ce volet du *soft power*, combiné au traditionnel *hard power* permet d'éviter le renouvellement d'un désastre médiatique comme celui de la seconde guerre de Tchétchénie. Sur la forme les médias russes ont copié le modèle anglo-saxon mais sur le fond la vision soviétique d'une information au service de la politique est [toujours de mise](#).

Chapitre 4 : Influence politique de la Russie vers l'Europe

La chute de l'empire soviétique a entraîné de fait une perte d'influence de la Russie sur les mouvements communistes européens. Autrefois puissant relais du *soft power* russe, les partis communistes ont été relayés à la périphérie de la politique.

La pénétration de l'idéologie russe en Europe

Pourtant, la Russie fait aujourd'hui son grand retour dans la matrice idéologique de certains mouvements européens, cette fois-ci essentiellement à droite de l'échiquier politique.

Alexandre Douguine, homme politique, intellectuel et fondateur du mouvement né-ourasiste semble par exemple exercer une influence considérable sur les mouvements d'extrême droite européenne. Sa matrice idéologique peut se définir en trois pôles d'idées. En premier lieu, Douguine constate d'échec des trois modes de gouvernement du XX^{ème} siècle : le capitalisme, le fascisme et le communisme, et souhaite donc construire une quatrième théorie politique qui sera la synthèse des trois. En second lieu, il défend l'idée de l'Eurasisme. Cette doctrine soutient la vision d'un monde multipolaire, opposée à la vision unipolaire américaine. Elle vise aussi la construction d'une Union Eurasienne sur les territoires de l'ancienne URSS, et soutient que l'identité russe n'est ni une identité occidentale, ni une identité européenne mais unique en son genre. Sur l'Europe, Douguine soutient que l'Union Européenne est une union anti-démocratique et ultralibérale, proche du totalitarisme. Il réfute les valeurs occidentales que sont le libre-échange et les droits de l'Homme. Pour ce faire, il plaide pour une contre-propagande en Europe pour imposer les [valeurs russes](#). En ce sens la politique étrangère de Poutine est d'inspiration eurasiatique. Ce n'est donc par hasard si Douguine est visé par les sanctions américaines et européennes.

L'influence de la pensée de Douguine en Europe trouve écho chez les mouvements souverainistes et conservateurs favorables à une alliance avec la Russie. Interrogé sur le lobby eurasiatique en Europe, Douguine répond :

« Des amoureux de la Russie, bien sûr, mais aussi des personnes qui, tout en étant indifférentes envers la Russie et réservées vis à vis de Poutine, rejettent l'hégémonie américaine, le libéralisme totalitaire et le diktat des minorités que l'on observe dans les sociétés européennes. C'est cet ennemi commun qui nous unit, bien plus que la sympathie mutuelle »⁴¹

En France, la « *nouvelle droite* » à travers le GRECE (Groupement de Recherche et d'études pour la civilisation européenne) conduit par Alain de Benoist, est un de ses [relais d'influence](#). Une autre association, « *Égalité et réconciliation* » dirigée par Alain Soral diffuse aussi la pensée de Douguine.

Plus récemment, les divers mouvements français d'aide aux séparatistes du Donbass se sont également réclamés de la pensée de Douguine. Certes, leur influence sur le conflit à l'est de l'Ukraine est limitée, car on estime à entre 20 et 50 personnes le nombre de volontaires français depuis 2014. Le premier groupe de volontaire français, « [Unité Continentale](#) » (référence explicite aux thèses de Douguine), est même passé par les réseaux du mouvement ourasiste russe pour pouvoir entrer sur le territoire de la république populaire de [Donetsk](#). Actuellement le chef de file des volontaires français dans le Donbass, Erwan Castel, est fortement influencé par une vision multipolaire anti-impérialiste de l'histoire. Il est aussi le co-fondateur avec Svetlana Kissileva de la [page Facebook](#) « soutien à la république populaire du Donbass » qui compte plus de 47000 abonnés sur Facebook. Svetlana Kissileva, qui se définit elle-même comme une « *citoyenne soviétique* » est aussi l'initiatrice du projet du Centre de la représentation de la République de Donetsk à Marseille. Cette « ambassade » avec le statut d'association loi de 1901, est gérée par d'anciens cadres du FN. Enfin Alain

⁴¹ *ibid.*

Benajam, communiste et membre fondateur du réseau Voltaire, est un homme clé dans l'organisation des [réseaux pro-russe en France](#).

Ces mouvements n'ont pas une influence décisive sur la société française. Néanmoins ils contribuent à la diffusion des idées de Douguine et ils sont des relais d'influences d'une certaine vision de la politique étrangère de la Russie.

La mise en place d'une influence russe sur les partis politiques européens

Les partis souverainistes, eurosceptiques et anti-immigration ont pris la place des partis communistes comme principaux partis d'opposition en Europe. Pendant la Guerre Froide, les partis communistes sont venus chercher en Union Soviétique un soutien financier et logistique. L'URSS a ainsi contribué *via* ses services spéciaux au développement d'organisations pacifistes et anti-impérialistes ayant pour but de contrecarrer l'influence américaine en Europe de l'ouest.

De nos jours, l'influence russe sur la politique européenne peut s'expliquer par une convergence d'intérêts réciproques avec certains partis. En premier lieu, le rejet de la domination américaine sur le vieux continent. Ces mouvements considèrent que l'influence États-unienne à travers l'OTAN et les institutions de l'union européenne n'est pas dans l'intérêt national de leurs pays. En second lieu, la fascination pour la politique du gouvernement russe de Vladimir Poutine. Cet attrait s'explique par l'implication de la Russie contre le terrorisme (Tchéchénie, Syrie), la promotion de valeurs traditionnelles (famille, patriotisme, souveraineté) et le redressement économique majeur opéré au début des années 2000. Enfin, la recherche d'une alliance avec la Russie pour sécuriser l'approvisionnement en énergie (pétrole, gaz, métaux) par le développement d'un partenariat économique durable avec la Russie.

Depuis la guerre en Géorgie, les événements en Ukraine et le conflit en Syrie, le gouvernement russe est isolé sur la scène politique européenne. Les sanctions américaines et de l'Union Européenne contre la Russie, ainsi que l'arrêt de plusieurs programmes de coopération, ont gravement entamé la réputation de la Russie en Europe. Quasiment tous les partis de gouvernements européens traditionnels sont hostiles au régime russe actuel. Le Kremlin s'est donc tourné vers les partis ayant une sympathie et un alignement idéologique compatible avec le sien. L'objectif est triple : affaiblir les partis de gouvernement, obtenir des relais pour la politique étrangère russe, et sur long terme de contrecarrer la domination américaine. Selon les pays cette influence prend des formes différentes et complexes mais la logique de réseau reste le schéma dominant.

En France, les connexions sont nombreuses entre les partis ou hommes politiques de droite et les réseaux russes. L'association « *Dialogue franco-russe* » dirigée par Thierry Mariani et Vladimir Lakounine est un espace d'échange entre le parti Les Républicains et Russie Unie, le parti de V. [Poutine](#). On peut également citer l'Institut pour la démocratie et la coopération dirigée par [Natalia Narochnitskaya](#). Autour de ces canaux de communications gravitent des hommes politiques comme François Fillon, Jean de Boishue et les Républicains opposés aux sanctions contre la Russie, ou les représentants des secteurs de l'industrie française opposés aux sanctions (Total, Engie, Auchan, Aérospatiale etc). La convergence entre les républicains et le pouvoir russe est de nature économique.

Le FN dirigé par Marine Le Pen est aussi un puissant relai de la politique étrangère russe, mais la convergence est cette fois-ci de nature idéologique. Le FN a obtenu un prêt bancaire de la First Czech-Czech-Russian Bank. Alexander Babakov, homme politique chargé des relations avec les organisations russes de l'étranger, visé par les sanctions américaines et réputé proche

du Kremlin, semble avoir joué un rôle clé dans [l'obtention du prêt](#). Il détient également une société, la West East Communication Group, qui a financé l'Académie Européenne, un *think tank* proche du FN. Enfin le micro-parti de Jean-Marie Le Pen, le Cotelec, a aussi reçu des fonds d'une société offshore : la Vermonsia Holdings Ltd, détenue par Yuri Kudimov, un ancien agent du [KGB](#). Le soutien au FN par des réseaux financiers proches du pouvoir russe s'explique par l'impossibilité pour le Front National d'avoir recours à un financement par des banques française ou européenne. Néanmoins, la proximité idéologique joue aussi un grand rôle. L'influence russe s'exerce aussi de manière concrète. Le FN est le seul parti d'importance en France prônant ouvertement une alliance avec la Russie. Vladimir Poutine a ainsi reçu Marine Le Pen durant la campagne de 2016. Le soutien affiché du FN au rattachement de la Crimée à la Russie par l'envoi d'une délégation semble avoir joué un grand rôle dans ce rapprochement.

Constantin Malofeev, homme d'affaire russe et président de la fondation Basile le grand, semble aussi jouer un grand rôle de soutien aux mouvements nationaux européens. C'est un orthodoxe pratiquant, convaincu par les thèses de Douguine. Il est visé par les sanctions américaines pour son implication dans la guerre du Donbass. Son domaine de prédilection est la défense des valeurs familiales, de l'orthodoxie et la lutte contre la décadence de [l'Occident](#). En 2014, il a organisé une réunion avec les principaux partis de droite nationale européens. Le FN, le FPÖ autrichien (en coopération avec Russie Unie depuis 2016), le parti bulgare Ataka et le mouvement carliste catholique-monarchiste espagnol étaient [présents](#). Douguine était aussi un invité de marque. En France, Constantin Malofeev, a joué un rôle dans le soutien logistique de La Manif Pour Tous.⁴²

L'Allemagne a une relation particulière avec les réseaux russes. Depuis la fin de la Guerre Froide l'Allemagne est tiraillée entre une politique atlantiste et une ouverture vers l'est. Les liens économiques entre les deux pays sont forts (Norstream, importations de pétrole, etc.) mais aussi les liens culturels le sont également. En effet, l'Allemagne compte une forte minorité d'origine russe : les Allemands de la Volga expulsés après la Seconde Guerre Mondiale, mais également des immigrés post-soviétiques.

Considérant ces facteurs, l'élite allemande est donc sensible à une influence russe. Le SPD et Gerhard Schröder représentent le parti russe en Allemagne. Le forum germano-russe créé par Poutine et Schröder en 1993 est l'organisation clés de [ce réseau](#). Il regroupe des hommes d'affaires russes et allemands, et leur but est la levée des sanctions contre la Russie. Le Forum germano-russe est aussi en partie l'initiative du *think tank* « Dialogue des civilisations ». La collusion des élites allemandes et russes est flagrante. Gerhard Schröder est ainsi membre du conseil d'administration de Nordstream et de Rosneft). Dernièrement l'AfD (Alternative pour l'Allemagne) a également commencé à développer des liens avec le pouvoir russe, en établissant des liens avec Russie Unie, en visitant la république populaire du Donbass et en ayant de fréquents contacts avec [l'ambassade de Russie](#). Ce rapprochement semble aussi idéologique par la convergence de valeurs communes.

Il convient aussi de remarquer que Syriza, le parti de gauche grecque, est sensible à un rapprochement avec la Russie. Cette connexion s'explique par l'influence de la religion orthodoxe en Grèce mais aussi par la nostalgie du pouvoir communiste de l'URSS. Ainsi l'actuel ministre des affaires étrangères grec Nikos Kotzias a invité Douguine pour une conférence en avril 2013. Le ministre de la défense Panos Kammenos a signé un protocole d'entente avec l'institut russe des études stratégiques en 2014. Cet institut est dirigé par Leonid

⁴² HENIN, Nicolas, *La France Russe*, Fayard, 2016.

Reschetnikov, un ancien membre [du SVR](#) (service de renseignements extérieurs). Cette entente explique la demande de soutien de la Grèce à la Russie pour l'obtention d'un prêt pendant la crise grecque (qu'elle n'a pas obtenu). Ces deux facteurs ont sûrement contribué à l'impasse des négociations et au ralliement de Tsipras aux [politiques d'austérité](#)⁴³. Cette tentative de rapprochement est à la fois idéologique et économique.

Pour conclure, on constate que les réseaux et l'idéologie d'origine russe exercent une forte influence sur les mouvements politiques souhaitant s'extraire de la domination américaine. Alexandre Douguine, Constantin Malofeev et Alexandre Babakob semblent jouer un rôle important dans cette politique. On remarque aussi que cette connexion est un échange gagnant-gagnant entre ces partis européens (financement, aide idéologique) et la Russie (la légitimation de sa politique étrangère). Néanmoins ce *soft power* politique n'a pas encore permis de briser l'isolement de la Russie sur le continent européen.

Chapitre 5 : La participation de l'Église orthodoxe russe au développement de l'influence du Kremlin

C'est dans les années Gorbatchev, grâce à la [perestroïka](#), qu'a eu lieu une renaissance moderne de l'Église Orthodoxe russe. Notamment par le retour d'un capital matériel (Foncier notamment) entre les mains de l'Église russe qui a lui a permis de retisser territorialement son réseau.

Une corrélation peut être faite entre la perte de vitesse de l'idéologie soviétique et un accroissement de l'influence de l'Église Orthodoxe russe. En effet, le vide idéologique visible créé par la chute de l'Union Soviétique permet à l'église d'occuper une [place de choix](#) comme « *ciment de la société russe* ». Ainsi, on a pu voir Vladimir Poutine affirmer qu'au « *fondement de nos valeurs morales il y a l'église et l'orthodoxie* ». Au nom d'une identité nationale russe, la religion devient une forme de légitimation, de caution spirituelle selon [Yves Hamant](#). La religion est aussi utilisée comme rempart à l'Occident, comme moyen de démarcation face à un [monde « unipolaire »](#).

Cette nouvelle position de l'Église Orthodoxe est très liée à l'influence culturelle extérieure russe. Si elle est un moyen de créer une identité nationale à la Russie, elle l'est aussi pour les russes de manière générale où qu'ils soient à travers le monde. C'est un moyen de créer un lien entre la diaspora russe et la Russie.

C'est ainsi que l'on peut voir le patriarcat de Moscou revendiquer un ensemble d'églises historiquement disséminées en dehors de son territoire, et [notamment en France](#) sur la base d'un droit lié au financement des cathédrales par la Russie au début du XX^{ème} siècle. La revendication de ces lieux de culte ne se fait pas au nom de la religion orthodoxe mais bel et bien au nom de l'Église Orthodoxe de Moscou et de Russie⁴⁴. On constate donc que l'Église de Moscou tente de s'implanter et de s'imposer sur un plan territorial, en s'exportant, grâce à son ancien capital historique. Posséder des églises sous le contrôle du Patriarche de Moscou permet à des potentiels fidèles d'être liés par un prisme revendiqué comme spirituel avec leur pays d'origine.

⁴³ VAROUFAKIS, Yanis, *Adults in the room*, 2017.

⁴⁴ L'Orthodoxie ne revendique pas un seul leader pour l'ensemble de la communauté des croyants. Cette hiérarchie est éclatée en fonction des zones géographiques couvertes par un patriarcat.

Dans cette logique, alors qu'en 2016 les relations diplomatiques entre Moscou et Paris sur fond de crise syrienne sont au plus bas depuis longtemps, l'Église Orthodoxe a fait construire à Paris le Centre spirituel et culturel orthodoxe.

L'Église Orthodoxe russe suit aussi sa propre logique de montée en puissance. Elle ne représente pas la plus grosse communauté de fidèles, et pourtant, elle tente de s'étendre et réussit même à rattacher la communauté de l'Église Orthodoxe Russe Hors Frontières qui s'est séparée de Moscou dans les [années 1920](#). C'est ainsi qu'en 2007, les deux Églises, représentées par le patriarche de Moscou et son homologue new-yorkais, ont signé un acte de réunification avec l'Église de Russie.

De cette manière, en « imposant l'Église russe comme le premier interlocuteur orthodoxe dans le monde, [Moscou](#) met symboliquement l'accent sur le caractère central de la Russie ». Enfin, d'un point de vue historique la Russie se revendique comme étant la « Troisième Rome ». Cette théorie peut se définir par le fait que

« Tous les royaumes chrétiens ont disparu et sont à présent réunis au sein de votre empire. [Deux Rome](#) sont tombées, mais la troisième est debout, et il n'y en aura pas de quatrième. »

La position de l'Église Orthodoxe russe semble s'inscrire dans ce cadre et permet de comprendre son envie d'être, comme l'État russe, à la fois un rempart à la perte des valeurs morales en Occident et le protecteur du monde slave. La Russie se positionne également en tant que protecteur privilégié des chrétiens d'Orient, surtout dans le cadre du conflit syrien.

Chapitre 6 : Tourisme et grands évènements internationaux : la Russie au centre de l'attention

En tant que puissance économique et culturelle, la Russie moderne déploie un puissant outil d'influence à travers le tourisme et les évènements sportifs de grande ampleur. Avec les Jeux Olympiques d'hiver de Sotchi, la Russie organise en 2014 des jeux olympiques pour la seconde fois de son histoire, et les premiers depuis la chute de l'URSS. Les précédents jeux avaient été organisés en 1980, et leur l'image avait souffert du boycott partiel auquel ils furent soumis, car ils avaient lieu juste après l'invasion de l'Afghanistan par l'armée russe).

Un levier d'influence : les grands évènements sportifs

Les jeux de Sotchi ont quant à eux été décrits comme les « *Jeux de Poutine* » et s'inscrivent comme les plus onéreux de l'histoire des Jeux Olympiques avec un coût déclaré de presque 40 milliards de dollars. La position géographique de ces jeux, proche de l'Abkhazie, de la Géorgie, de l'Ossétie du Sud et des républiques russes autonomes du Caucase du Nord est un élément de la stratégie de puissance de la Russie [dans cette région](#).

L'importance de ces jeux est à mettre en parallèle avec certaines volontés séparatistes de ces républiques. Moscou, par la présence de ces jeux réaffirme son ancrage historique dans la région et sa volonté d'étendre sa domination. A long terme, Moscou a décidé de profiter de cette occasion pour repenser l'aménagement territorial de la région en y créant un grand complexe touristique avec 7 stations de ski et un complexe balnéaire. La volonté sécuritaire de l'État russe s'accompagne ainsi d'une volonté de développer ce territoire sur un plan économique et culturel avec une volonté de transformer la station balnéaire en haut lieu du tourisme.

La Russie a également accueilli les championnats d'athlétisme à Moscou en 2013 et le Grand prix de Formule 1 en 2014. La stratégie de Poutine est de transformer la Russie en pôle organisateur de grands évènements internationaux. L'agence fédérale du tourisme

[Rostourism](#) est dans l'optique d'accroître les possibilités touristiques de la Russie en promouvant le tourisme sportif et culturel.

De surcroît, la Russie a également été sélectionnée pour organiser la coupe du monde de football en 2018, ce qui devrait encore augmenter son prestige et son rayonnement international.

Le tourisme comme levier d'influence

Le tourisme est un levier d'influence particulièrement important, car c'est à la fois une source de revenus et d'accroissement de richesses, mais également une manière de développer et de véhiculer une certaine image de la Russie. Selon l'Organisation Mondiale du Tourisme, la Russie a accueilli 31 millions de touristes en 2016 et occupe la 8^{ème} place en termes d'attractivité mondiale. Le tourisme actuel en Russie est dû pour moitié à des individus en provenance de l'ex-URSS, attirés par diverses raisons (familiales ou professionnelles).

Les évènements sportifs internationaux, mais également le Forum de Coopération économique Asie-Pacifique qui s'est déroulé à Vladivostok en 2012 contribuent à faire rayonner la Russie auprès des classes moyennes asiatiques et notamment chinoises qui sont attirées par la culture et l'histoire de la Russie.

Ce levier d'action qu'est le tourisme est particulièrement efficace pour transformer et améliorer l'image de la Russie qui est véhiculée par les médias occidentaux. En 2016, Saint-Pétersbourg a reçu pour la seconde fois le titre prestigieux de la destination européenne de référence « *Europe's Leading Destination* » remis par l'organisme reconnu « World Travel Awards ». En 2017, la cérémonie de gala de l'évènement du même organisme a donc eu lieu à [Saint-Pétersbourg](#).

La stratégie d'influence culturelle à travers les multinationales : les cas Gazprom et Rosneft

[Gazprom](#), société d'état russe, est l'un des leaders mondiaux de l'énergie gazière et pétrolière. Le mastodonte dispose de sa propre branche d'informations, « *Gazprom-Media* », qui possède ses propres médias, journaux, chaînes de télévisions (NTV), radio, sites internet (Rutube), et des distributeurs de programmes télévisuels.

Il est intéressant de souligner que Gazprom a signé un contrat de sponsoring avec l'UEFA à hauteur de 50 millions de dollars par an dans le cadre du programme « *We light up the football* ». Gazprom a également mis en place un programme social baptisé « Le Football pour l'amitié » qui rassemble des jeunes du monde entier. De surcroît, le géant gazier est devenu l'un des partenaires officiels de la FIFA aux côtés de grands noms comme Coca-Cola, Ford ou Mastercard. La singularité de cette opération est de retrouver un fournisseur d'énergie aux côtés de marques occidentales de consommation de masse, signe d'une volonté d'élargissement du cadre opérationnel de Gazprom.

Gazprom investit fortement dans [différents clubs de football](#), en Russie mais également à l'étranger : c'est par exemple un important sponsor de « l'étoile de Belgrade » à hauteur de 4 millions de dollars annuels.

La compagnie gazière a créé un partenariat à hauteur de 125 millions d'euros sur 5 ans avec [le FC Schalke 04](#), qui est entre autres le club fétiche de Gerhard Schröder, l'ancien chancelier allemand aujourd'hui président du conseil de Nord Stream AG. Ce projet à majorité de capitaux russes est mené par Gazprom et a pour objectif de créer de nouvelles routes d'approvisionnement en gaz pour l'Europe.

En septembre 2017, Gerhard Schröder est devenu l'un des membres du conseil d'administration de [Rosneft](#), seconde plus importante compagnie pétrolière russe (compagnie contrôlée en majorité par l'État russe).

Un autre élément important est la synergie effectuée avec le club de football anglais de Chelsea. Ce dernier n'est autre que la propriété du milliardaire russe Roman Abramovitch depuis 2012 et Gazprom a conclu un partenariat en vue de payer les dépenses énergétiques du club. Bien entendu, cette synergie a une finalité plus large que de simplement payer les factures du club et rentre dans le cadre de l'opération séduction et marketing de Gazprom.

Les stratégies d'influence russes en Europe empruntent donc des canaux variés, et pas uniquement les relais traditionnels de la culture que sont les arts. Cette façon de faire résolument moderne est très diversifiée et permet ainsi de toucher un public beaucoup plus large, de manière plus diffuse et donc, à l'ère de la méfiance vis-à-vis de l'information, d'être considéré comme plus crédible. Cela permet une véritable pénétration des idées pro-russes dans les pays d'Europe.

Chapitre 7 : L'appui sur la diaspora : entre méfiance historique et évolution timide

La diaspora russe à l'étranger représente un appui très fort pour l'influence culturelle de la Russie. Elle compte aujourd'hui environ 30 millions de personnes, c'est la deuxième plus grande au monde après la [diaspora chinoise](#).

A l'heure actuelle il y a une vraie volonté de création de toutes sortes d'associations qui ont pour but d'unifier les différentes communautés de russes vivants à l'étranger, comme par exemple le « Conseil mondial de coordination des compatriotes russes à l'étranger ».

Selon « la loi fédérale de la politique de la Russie à l'égard de [ses compatriotes](#) qui vivent à l'étranger » l'objectif principal de cette politique est de leur fournir un soutien étatique, notamment en assurant la protection juridique de leurs intérêts, ainsi que les conditions dans renforcement des relations de coopération et de partenariat avec eux.

L'État alloue annuellement 350-400 millions de roubles pour soutenir les activités des compatriotes vivant à l'étranger. Le soutien est destiné à une protection plus efficace des droits des compatriotes dans les pays de résidence, la préservation de l'identité ethnique et culturelle de la diaspora russe et ses liens avec la patrie historique, la structuration des communautés sur l'étude et la diffusion de la langue russe en tant que partie intégrante de la culture mondiale et un instrument de communication internationale.

Les plus grandes diasporas russes vivent dans les États anciennement soviétiques, comme l'Ukraine (environ 8 millions), le Kazakhstan (environ 4 millions), la Biélorussie (environ 1 million), l'Ouzbékistan (environ 700 000), Lettonie (environ 700 000), Kirghizistan (environ 600 000) et la République de Moldavie (environ 500 000).

En Europe c'est l'Allemagne qui contient la plus grande diaspora russe, environ 2,5 millions de personnes. La majorité des migrants russophones est arrivée dans les années 1990 – à l'époque, entre 200 000 et 250 000 personnes s'y installe chaque année. Aujourd'hui le flux migratoire de la Russie vers l'Allemagne s'est stabilisé, et n'était que d'environ [10 000](#) personnes.

La diaspora russophone en Allemagne est représentée par un certain nombre de différentes organisations impliquées dans la préservation et le développement de la culture russe et la langue russe en Allemagne.

La [Maison russe de la Science et de la Culture à Berlin](#) est le plus grand centre de ce type au monde. Chaque année plus de 200 000 personnes y participent. Le travail de ce centre est organisé par le Bureau de représentation de *Rosstrudnichestvo* en Allemagne.

Le but de la Maison russe est de familiariser les citoyens allemands avec la culture et de la science russes, ainsi que de préserver et de développer l'identité nationale et culturelle des immigrants russes en Allemagne. Le centre soutient des initiatives dans le développement de la coopération russo-allemande.

La maison russe accueille des festivals de musique, des projections de films, des expositions d'art et de photo, des séminaires scientifiques, des présentations, ainsi qu'une bibliothèque, des clubs, des studios, des associations d'intérêts.

Cette année pour la première fois depuis de nombreuses années, le nombre d'étudiants allemands étudiant la langue russe n'a pas diminué, augmenté. Et il ne s'agit pas d'écoles et de cours privés, mais du choix du russe comme deuxième langue étrangère dans les [établissements d'enseignement](#).

Pour parler de la diaspora russe en France on a rencontré Elena Iakounina, rédactrice et fondatrice de *l'Observateur russe*, journal franco-russe en France, ainsi que le chef de la communauté des Gardes blancs à Paris, le prince Alexandre Troubetskoï.

Il est difficile d'avoir une idée du nombre de Russes en France aujourd'hui, car ces derniers ne sont pas obligés de se déclarer au consulat. Ils seraient entre 200 000 et 500 000 Russes.

Elena Iakounina remarque que même s'il y a des rassemblements, la communauté soudée russe n'existe pas. Il y a trop de disparités dans la diaspora entre les individus pour la définir comme une communauté. « *Les riches Russes qui vivent dans le sud du pays et qui ont de belles villas n'ont rien à voir avec les étudiants, les dissidents, les chercheurs ou avec les premières générations issues des vieilles familles* ».

La diaspora russe n'est pas homogène. La première vague de la diaspora russe a commencé après la révolution de 1917, avec l'exil des Russes blancs en France. Ensuite, elle s'est agrandie avec ceux qui, pendant la Seconde Guerre mondiale se sont retrouvés en territoire occupé ou qui ont été internés dans des camps, et qui avaient peur de rentrer ensuite en Russie et d'être envoyés dans les camps staliniens. La troisième vague, lors des années 1970-1980, est constituée des dissidents et opposants au régime. Enfin, la dernière est celle qu'on appelle parfois la migration économique. Ce sont des jeunes qui viennent travailler dans des entreprises françaises ou des étudiants, avec une prédominance féminine.

Il y a aussi beaucoup de femmes russes qui ont épousé des Français. Ces dernières sont très actives dans la diaspora car, selon Elena Iakounina, elles créent systématiquement des associations, elles organisent des écoles russes, afin que les enfants apprennent à lire et à écrire le russe et aient une connaissance de la littérature et de l'histoire de leur pays d'origine. Dans chaque ville de France où il y a des femmes et des enfants russes, il y a une association russe.

Le noyau dur de la communauté russe est composé de familles très connues, venu après la Révolution comme les Cheremetiev, Trubetskoy, Obolensky, Golytzine, Tolstoy, Korniloff.

Dans les années 1920, des milliers de russes ont fui la Révolution et la guerre civile : le nombre d'immigrés russes atteignait, en 1923, 863 000 personnes. La diaspora russe, comme témoigne Alexandre Trubetskoy, était alors essentiellement constituée d'un cercle restreint où tous se connaissaient : aristocrates, officiers de l'armée blanche, artistes... « Tous entretenait un [rêve commun](#) : pouvoir, un jour, retourner en Russie ».

« *Magasins divers, restaurants, cabarets, églises, écoles et mêmes des établissements d'enseignement supérieur fleurissaient dans le 16e arrondissement, lieu privilégié des*

aristocrates, le 15e ou Boulogne. Les immigrés russes, souvent déjà familiers de la culture et de la langue françaises, avaient recréé une Russie en miniature tout en s'intégrant à la société française ».

Mais aujourd'hui la situation n'est plus la même. Ce Paris russe n'existe quasiment plus. La majorité de descendants de ces familles ne parlent plus russe car c'est déjà la quatrième génération. Cependant, certaines familles, comme les Cheremetiev ou les Trubetskoy, essaient de consolider les traditions et de rassembler la communauté russe autour de fondations ou d'associations.

C'est le cas par exemple de l'association « Dialogue franco-russe » dirigée jusqu'à présent par Alexandre Trubetskoy. Elle a été créée en 2004 avec le soutien de l'ambassadeur russe en France, Alexander Avdeev, plus tard ministre de la Culture de la Fédération de Russie, et également avec le soutien des présidents français et russes de l'époque (V. Poutine et J. Chirac). L'objectif de cette association, selon Alexandre Trubetskoy, est de faire tout ce qui est possible « pour que le dialogue entre nos pays se poursuive et s'approfondisse, malgré les actions des politiciens français qui, ces dernières années, se sont montrés russophobes, principalement à cause de crise en Ukraine ».

Aujourd'hui on voit une vraie volonté de la part de l'Etat russe de renouer des liens avec les émigrés russes, qui représentent une vraie source d'influence pour la Russie. C'est dans cette logique qu'on voit apparaître de nouveaux centres culturels russes, se construire des églises orthodoxes, se créer toutes sortes d'associations et fondations, toujours dans le but de réunir les russes à l'étranger.

Partie 4 - Les manifestations de cette stratégie sur les marches de l'empire russe et dans le reste du monde

Chapitre 1 : L'influence culturelle russe dans son espace post-soviétique

Après la disparition de l'URSS, la Russie a défini ses relations avec « l'étranger proche » (*blijnieé zaroubiéé*) comme l'une des priorités de sa politique étrangère. Ce terme d'"étranger proche" est utilisé en Russie pour désigner les quatorze autres ex-républiques soviétiques. En raison de l'ancienneté de leurs liens socio-culturels et économiques, la Russie considère qu'elle y a des intérêts permanents et les autorités se déclarent particulièrement concernées par le sort des populations russes et russophones de ces anciennes républiques.

Concrètement, l'"étranger proche", ce sont essentiellement les pays de la Communauté des États indépendants (CEI), structure créée dès 1991 pour rassembler les anciennes entités de l'URSS devenues indépendantes. De leur côté, les trois pays baltes ont, dès l'origine, rompu les liens pour se tourner vers l'OTAN et l'UE. La CEI compte donc aujourd'hui douze pays répartis, outre la Russie, en trois sous-ensembles : à l'ouest, la Biélorussie, l'Ukraine et la Moldavie, les trois pays du Caucase - Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie - et les cinq États d'Asie centrale à l'est : Turkménistan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Kirghizstan. La CEI forme un ensemble d'environ 280 millions d'habitants, dont environ seize millions de Russes qui résideraient dans les onze autres pays membres de [la CEI](#).

La Russie a signé une série de traités bi- et multilatéraux avec plusieurs des États de la CEI, initiant un système de défense et de sécurité collective aux termes duquel elle entretient plusieurs bases militaires et assure des missions de défens collectives. Moscou a réussi à transformer ce système en une véritable organisation de défense avec la création en 2002 de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) qui rassemble, autour de la Russie, la Biélorussie, l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, et qui se veut une sorte d'OTAN eurasiatique. A l'inverse, les États du GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie) cherchent à profiter des propositions alternatives de l'OTAN ou des États-Unis pour renforcer leur souveraineté. Suite au conflit d'août 2008, la Géorgie a décidé de quitter la CEI, mais le concept d'"étranger proche" continue d'exercer une influence sur ses relations avec la Russie, notamment pour ce qui concerne la situation des [régions séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud](#).

Chapitre 2 : La stratégie de la Russie envers son étranger proche

L'étranger proche joue un rôle très important pour la Russie. L'attraction culturelle confère un large éventail d'avantages socio-économiques légitimement favorables à la [Russie](#), et implique un certain nombre d'actions :

- L'influence culturelle vise à contrer les changements géopolitiques en faveur de l'Occident en sensibilisant les élites et les populations de manière à les rendre plus ouvertes aux projets politiques de la Russie (par exemple l'Union Économique Eurasienne) ou à soutenir les positions du Kremlin dans les organisations internationales.

- L'entretien du sentiment pro-russe vise à encourager le lobbying des intérêts politiques et économiques russes dans le pays d'accueil par des compatriotes bien placés.
- Les communautés russophones de l'ex-URSS peuvent être perçues comme un motif d'intervention russe sur le plan politique dans le cadre de la défense des droits des russophones à des moments stratégiquement opportuns. Les « *compatriotes* » sont donc une cible primaire de la politique gouvernementale, avec environ 17 millions dans toute la région, avec des concentrations particulières au Kazakhstan, en Ukraine et dans les États baltes.
- Dans la génération post-soviétique, la langue russe a été, à des degrés divers, dépriorisée en faveur de la langue nationale ou de l'anglais. La politique russe cherche à restaurer la langue russe comme lingua franca dans la région, la considérant comme un facteur significatif d'influence culturelle et politique.

Chapitre 3 : Centres culturels et fondations en ex-URSS

Rossostrudnichestvo

Depuis que Vladislav Surkov, conseiller du président russe, a déclaré la nécessité de « *recupérer le charme conquérant de la culture russe* » en 2006, de nombreux canaux de diplomatie publique ont vu le jour.

[Rossostrudnichestvo](#) (« *Agence fédérale pour la Communauté des États indépendants, les compatriotes vivant à l'étranger et la coopération humanitaire internationale* ») est la mieux financée et la plus pertinente pour la région post-soviétique. L'agence a été créée en 2008 et se trouve sous l'influence de Ministère des Affaires étrangères de la Russie. A l'heure actuelle, l'organisation a 95 bureaux dans 79 pays du monde. Néanmoins, son activité est concentrée essentiellement sur les pays de la Communauté des États indépendants (CEI) dans le cadre des Centres Culturels russes dans chaque pays. En 2017 son budget est estimé à 21 millions de Dollars, et il est prévu de l'augmenter jusqu'à 95 millions pour l'année 2020.

Rossostrudnichestvo promeut activement l'éducation et la science russes, qui à leur tour visent à maintenir et à renforcer le prestige du système éducatif russe et de sa communauté scientifique.

La mobilité internationale dans le secteur de l'enseignement supérieur est une puissante source d'influence culturelle. Selon les statistiques russes, 237 538 étudiants étrangers sont venus en Russie en 2015/2016 pour faire leurs études. 79,2% d'entre eux (188 130 personnes) étaient originaires des pays de [la CEI](#). La Russie continue de posséder les meilleures universités de l'espace ex-soviétique avec les centres universitaires de premier plan que sont les villes de Moscou et de Saint-Petersbourg. De plus, près de 60 branches d'universités russes se trouvent dans d'autres pays de la région. La Russie restant la principale destination des étudiants de nombreuses anciennes républiques (à l'exception des États baltes et de la Géorgie), l'enseignement supérieur russe constitue un important vecteur de socialisation pour la nouvelle génération de dirigeants de la région. Il y a des ambitions pour augmenter significativement la part russe de ce marché dans les années à venir. Car on estime que les services éducatifs fournissent non seulement une source diversifiée de revenus, mais également motivent des diplômés hautement qualifiés à travailler en Russie. Cela permet

également de cultiver le sentiment « *pro-russe* » parmi les participants. En 2015 la Russie a alloué 15 000 bourses à des étudiants étrangers.

La fondation [Russkiy mir](#)

Son objectif principal est faire rayonner et de renforcer le rôle de la langue russe à travers le monde. La fondation a été créée par un décret de Vladimir Poutine en 2007, en tant qu'organisation financée par le gouvernement.

La Fondation met en œuvre un certain nombre de programmes internationaux d'éducation et de formation, y compris des programmes éducatifs dans le domaine humanitaire. Le but du *soft power* de la Fondation est de promouvoir des informations sur les Russes et les compatriotes russes et de former une opinion publique favorable sur les relations avec la Russie.

Selon les statistiques de l'ONU en 2015, sur 138 millions de personnes vivant dans les pays de la CEI (à l'exclusion de la Russie), seuls 61 millions parlaient encore le russe, alors qu'avant 1991 c'était la quasi-totalité. Les [pays](#) où il y a plus de russophones aujourd'hui sont : Biélorussie (98%), Lettonie (87%), Abkhazie (86%), Kazakhstan (84%), Ukraine (81%).

Dans le rapport conjoint de *Rossotrudnichestvo* et du Ministère de l'Éducation et de la Science en 2014 sur le statut de la langue russe en Russie et à l'étranger, on voit une détérioration importante des conditions pour l'étude de la langue russe dans la plupart des pays, en particulier dans les États post-soviétiques, et il y a un risque sérieux de perdre des positions dans plusieurs pays en raison pour le sentiment anti-russe. C'est notamment le cas au Turkménistan où l'éducation en langue russe est pratiquement éliminée. En septembre 2017 le président ukrainien a signé la loi qui interdit de dispenser tous les enseignements dans une autre langue que l'Ukrainien à l'école secondaire (il est toujours possible d'enseigner les langues étrangères).

La politique de promotion de la langue russe est actuellement confrontée à d'énormes difficultés financières. Le [programme fédéral](#) « Langue russe » pour 2016-2020 est financé à hauteur de 7,5 milliards de roubles. Ce qui est moins que dans d'autres pays. Selon des estimations approximatives, la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, la Chine ou la Corée du Sud dépensent chacune 60 milliards de roubles pour la promotion de leur langue dans un délai de quatre à cinq ans.

La langue russe reste pour de nombreuses personnes de l'ex-URSS la langue de la culture, de la science, de l'éducation et de la communication. Elle garde le statut de l'une des langues mondiales parlée par plus de 200 millions de personnes. Cependant, la réalisation de projet de promotion du russe est entravée à la fois par l'attitude suspecte des élites post-soviétiques envers la langue russe et par l'utilisation de la langue par la Russie à des fins politiques (l'exemple le plus évident étant la Crimée et l'Ukraine orientale).

La fondation de la diplomatie publique [A. Gorchakov](#)

Elle a été fondée le 10 février 2010 par le décret du président russe Dmitri Medvedev. C'est le premier exemple de partenariat public-privé dans le domaine de la politique étrangère. La Fondation Gorchakov est une organisation à but non lucratif qui s'occupe de la politique étrangère de la Russie et soutient la recherche, les expertises et les initiatives publiques dans le domaine de la diplomatie. La Fondation organise chaque année des conférences sur la géopolitique, l'économie, la sécurité et technologies de l'information avec la participation d'experts russes.

Ce n'est pas un secret que le manque de ressources, y compris ressources financières, d'infrastructures et de confort, ainsi que la propagande idéologique distinguent sérieusement l'approche russe des projets similaires de collègues américains et européens qui promeuvent leur *soft power* à travers des programmes d'éducation et de recherche dans la région.

Bien que les points forts de ces organisations diffèrent quelque peu, ils visent essentiellement le même objectif : promouvoir la culture, la langue, l'image et la vision du monde à l'étranger, tout en cultivant des relations utiles à la Russie, qu'il s'agisse de lobbying, d'investissement ou de reproduction de la vision russe.

Les médias russes dans l'espace post-soviétique : instrument de la volonté d'influence culturelle russe

Les médias russes sont potentiellement un outil très important d'influence culturelle dans la mesure où le russe est encore largement compris dans toute la région. Cependant, la radiodiffusion et la presse russes tendent à occuper une partie relativement petite des marchés respectifs, même parmi les Russes ethniques. Plusieurs pays restent hostiles à l'utilisation des médias russes. Ainsi, en mai 2016 le gouvernement Ukrainien a approuvé une loi obligeant les chaînes de télévision à diffuser 75% de leur contenu en ukrainien. Au contraire, la plupart des pays d'Asie centrale vivent dans l'espace médiatique russe (télévision, radio et réseaux sociaux russes).

Par ailleurs, étant donné que les rédacteurs locaux sont souvent sous-financés et manquent de ressources pour effectuer leurs propres rapports et des analyses de première main, ils saisissent souvent des reportages et des articles provenant d'agences de presse russes mieux dotées. De même, pour les producteurs locaux de médias de divertissement, il est souvent plus logique d'acheter des produits russes plutôt que d'investir dans la programmation locale ou d'acheter des équivalents occidentaux plus chers. Si les produits médiatiques locaux sont fabriqués, c'est souvent en vue de leur exportation ultérieure vers le marché russe, beaucoup plus vaste, et cela reflète donc les préférences culturelles du public et [des acheteurs russes](#). Cela permet la reproduction des valeurs culturelles russes et de la vision du monde qui sous-tendent les perspectives politiques dans un sens plus large.

Les moteurs de recherche et les réseaux sociaux russes tels que Odnoklassniki.ru, V Kontakte.ru, Mail.ru, Yandex.ru sont largement utilisés dans les pays de l'ex-URSS. Ainsi la Russie a un énorme potentiel et une puissante source d'influence à travers l'espace Internet. Par exemple, l'analyse des préférences des plateformes sociales des Kazakhs montre un décalage entre la communauté d'experts et la société. Alors que la communauté d'experts, qui cherche à influencer l'opinion publique, utilise Facebook et Twitter, la population choisit les réseaux sociaux russes. Cela démontre le faible impact des experts sur l'opinion publique de la communauté Internet.

L'Église orthodoxe russe dans l'espace post-soviétique

Aujourd'hui on peut constater la renaissance de la religion dans tous les pays de l'ex-Union soviétique. La tendance générale dans l'espace post-soviétique est à la renaissance de la religiosité de la population. L'idéologie religieuse s'est propagée à l'écrasante majorité parmi des habitants de ces pays et est ainsi devenue un facteur important dans leur vie sociale, dont les forces politiques de chaque État sont obligées de tenir compte. Au cours des dix dernières années, l'Église orthodoxe russe s'est fortement activée à l'extérieur de la Russie, non seulement dans les pays post-soviétiques, mais aussi dans d'autres pays où il existe de grandes communautés d'immigration russe. Dans le même temps, ses tentatives de renforcer son

'influence sur ces diasporas coïncident avec la ligne officielle de politique étrangère de la Russie : le renforcement de la position de la Russie [dans le monde moderne](#).

Un succès important dans le renforcement de la position internationale de l'Église orthodoxe russe est son unification avec l'Église orthodoxe russe à l'étranger. Le 17 mai 2007, le Patriarche Alexei et le Métropolite Laurus ont signé à Moscou un accord, qui a légalement consolidé la réunification de ces deux branches de l'Orthodoxie, qui, pendant 90 ans, divisaient les croyants qui sont restés dans la Russie communiste et ceux qui sont partis.

Néanmoins, malgré le fait que l'église reste très proche de l'État russe, il est difficile de dire dans quelle mesure l'Église orthodoxe russe est directement influencée par le Kremlin, en particulier dans les pays avec un plus grand nombre de croyants orthodoxes et de plus grands pouvoirs d'autonomie des autorités ecclésiastiques : en Ukraine et, dans une moindre mesure, en Estonie, Lettonie et Lituanie.

En janvier 2017 le patriarche de Moscou et de toute la Russie, Kirill, a souligné le rôle primordial de l'Église orthodoxe russe dans l'unification de la société de l'espace post-soviétique. « *L'Église a conservé et conserve un rôle de consolidation dans les pays de l'ex-URSS et s'efforce d'avoir la paix avec tous* ».

L'église conserve un degré élevé de confiance sociétale et est considérée comme un porteur transnational de valeurs civilisationnelles qui peuvent unir les russes et les russophones à l'étranger. En tant qu'institution, elle cherche à élever les normes professionnelles parmi les membres du clergé et les membres laïques, et à s'impliquer davantage dans le service pastoral. Elle essaie également de travailler en étroite collaboration avec les médias religieux et laïcs de la région pour amplifier les voix qui soutiennent les perspectives culturelles russes, plutôt que les positions politiques du Kremlin en tant que telles.

Cette influence culturelle se manifeste notamment au Proche-Orient là où pourtant l'Église de Constantinople a une influence plus forte. Cette montée en puissance est en corrélation directe avec l'accroissement russe de ces dernières années, et d'autant plus depuis l'intervention en Syrie. C'est un moyen [pour l'Église](#) de « *réactiver au Proche-Orient des réseaux qui remontent à l'époque tsariste* ».

Ce soft power religieux se concrétise par la reconstruction de lieux de cultes orthodoxes, d'aides humanitaires (au travers de la Société impériale orthodoxe de Palestine [SIOP]) devenant de [véritables relais d'influence](#). D'un point de vue politique, la Russie revendique une protection active des minorités chrétiennes de la région légitimant ainsi son intervention dans la zone.

Le soutien russe aux parties politiques

Le parti au pouvoir en Russie a signé plusieurs accords de coopération avec des partis politiques de son ancienne sphère d'influence, notamment avec le Parti social-démocrate "Concord" de Lettonie, qui a remporté 24/100 sièges en 2014, et le Parti du Centre estonien qui compte 27/101 [sièges de parlement estonien](#). L'accord est censé faciliter les canaux de communication sur les questions de l'éducation, la culture, l'économie, les relations bilatérales et l'expérience de l'administration publique avec Russie unie.

Chapitre 4 : L'influence russe au Moyen-Orient

Dans l'ensemble de sa politique étrangère, et plus encore dans ses rapports avec le Moyen-Orient, la Russie a réussi à tirer les enseignements de la chute de l'URSS. C'est notamment avec Evguéni Primakov, qualifié par les américains de Kissinger russe, que l'on peut voir au

mieux la stratégie russe au Moyen-Orient. Elle se caractérise par l'envie de ralentir l'influence occidentale dans la région tout en voulant accroître l'influence russe. Ainsi Primakov a tenté de créer un multilatéralisme moyen- et proche-oriental. Pour preuve, il a su participer à la doctrine [d'héritage soviétique et tsariste](#) de « *poussée vers les mers chaudes* » en créant des liens avec l'ensemble des acteurs régionaux (Iran, Irak, Koweït, Israël, Égypte, Arabie-Saoudite, etc). Ce qui lui permet aussi de développer son *hard power* par la vente de [matériels militaires](#) et [nucléaires](#) à l'ensemble des acteurs régionaux.

Ce multilatéralisme de la Russie a encouragé l'affirmation nationaliste de certains pays orientaux dans une optique d'émancipation face au pouvoir occidental (Algérie, Égypte, Iran, etc). On est loin du soutien au panarabisme mais plutôt proche d'un soutien à l'ouverture du monde arabe aux échanges avec l'extérieur préservant les indépendances nationales (surtout vis-à-vis des américains).

Israël est sans doute un des pays orientaux où la communauté russe est la plus forte, grâce à une vague d'immigration russophone vers la fin des années 1980, composée d'anciennes populations de la CEI et de la Russie. Cette communauté représente aujourd'hui presque 1/7 de la population israélienne, et elle dispose d'un véritable poids politique. On retrouve d'ailleurs ses membres jusqu'au gouvernement israélien, et les élections démontrent l'importance de [cette communauté](#).

Durant l'ère soviétique, les juifs avaient officiellement l'interdiction de migrer vers Israël mais dans les années 90 ils arrivèrent en masse pour composer 15% de la population totale d'un pays qui fait [alors 8 millions d'habitants](#). Ces migrants russes ne sont pas tous juifs de leur mère comme le veut la tradition, car les personnes ayant un membre de la famille juif par sang ou par mariage étaient autorisées à émigrer. Les motivations de chacun étaient différentes mais beaucoup sont venus pour l'opportunité de bâtir des affaires. Ils apportèrent la culture et l'entrepreneuriat russe mais ils vivaient déjà à l'époque séparés des autres Israéliens.

Le ministre des Affaires Etrangères et chef du parti d'extrême droite [Yisrael Beiteinu, Avigdor Lieberman](#), est d'origine moldave. Son parti est la troisième force politique du pays et les populations d'origine russe ont été la raison de son succès. Ils sont souvent accusés par le reste des Israéliens d'être à l'origine d'une gouvernance autoritaire réticente au processus de paix. L'ancien président américain Bill Clinton avait déclaré que les Israéliens d'origine Russe étaient un obstacle à la paix avec les palestiniens.

Cette force localement ancrée permet à la Russie d'avoir un véritable relais d'influence dans la région, d'un point de vue religieux (Orthodoxie russe), culturel (nationalisme russe), et linguistique, ainsi que politique.

La Russie est passée de la volonté d'étendre l'influence communiste de l'URSS au Moyen-Orient à une « *simple* » volonté de non alignement à la doctrine impérialiste occidentale. On peut prendre l'exemple de l'Iran et sa révolution de 1979. La Russie a réussi à maintenir ses échanges avec l'Iran malgré l'épuration politique des membres socialistes et communiste du Parti Tudeh durant la révolution et malgré l'occupation russe du 19^{ème} début 20^{ème} siècle.

L'influence russe au Moyen-Orient suit une logique de non immixtion de la Russie dans les affaires internes des États, vision qui se veut être en contradiction avec la ligne américaine, notamment durant les années Obama et Clinton (Hillary). Les interventions russes, comme en Syrie, répondent quant à elles à des demandes de ce que considère les russes comme le pouvoir légitime : le gouvernement d'Al-Assad.

Mais il serait crétule que d'affirmer que la Russie n'est là qu'en soutien à un allié. Il faut aussi comprendre que d'un point de vue stratégique, les russes protègent Tartous, un des derniers ports leur appartenant au sud après la chute du mur. De plus, l'intervention russe doit aussi

être analysée comme un signal fort à la communauté musulmane de Russie (environ 22 millions d'individus). Le Kremlin ne souhaite laisser aucune place à un islam wahhabite souvent contradiction avec les intérêts russes⁴⁵ alors même qu'un certain nombre de tchéchènes et de russes ont rejoint les rangs de [l'État Islamique](#). Dans ce cadre, la Russie utilise R. Kadyrov (le dirigeant Tchétchène) dans les négociations dans les émirats, la Jordanie et [la Turquie notamment](#). Des liens sont montés avec ces pays, sous l'œil de Moscou qui souhaite développer un Islam en Russie compatible avec les intérêts russes.

La Syrie, pays allié de la Russie, est aussi un point assez emblématique de la volonté d'influence culturelle russe dans la région. Le Kremlin participe activement, nous l'avons vu, à encourager l'influence orthodoxe dans la région, en se plaçant comme sauveur légitime des minorités chrétiennes. De plus, les collaborations culturelles locales sont fréquentes, comme dans le [cinéma syrien](#).

Cette collaboration est possible car les Russes accordent de gros budget à leur organisme « *Rossotrudnichestvo* »⁴⁶ qui est l'Agence Fédérale pour la Communauté des Etats Indépendants, et qui a pour mission de « *renforcer les liens culturels [sous la forme d'une] stratégie de projection de la puissance douce de la Russie à l'étranger* ». Elle incarne ainsi directement l'héritage des [agences d'influence culturelle soviétique](#). A cette agence on peut rajouter la fondation *Rousskii Miir*.

Autre illustration d'un état de basculement des rapports d'influences culturels, l'Etat de Bachar el-Assad, envisage l'instauration de l'enseignement obligatoire du russe comme [langue étrangère](#). Cette nouvelle étape démontre la montée en puissance russe qui a terme peut même remplacer l'influence culturelle historique de pays occidentaux dans ce pays, comme la France notamment.

Si la Russie exporte directement son *soft power*, elle le fait aussi de manière indirecte au travers d'étrangers considérés comme potentiels futurs influenceurs. Ces étrangers peuvent au moment du retour dans leur pays d'origine être susceptible d'exporter une vision russe, notamment dans les relations internationales. On a pu le voir avec le passage de certains grands acteurs politique orientaux comme Mahmoud Ahmadinejad, Hosni Moubarak, ou même [Mahmoud Abbas](#). Cette logique est encore appliquée aujourd'hui, voire même amplifiée depuis la dernière décennie.

⁴⁵ Les Russes veulent empêcher la propagation d'une doctrine islamique radicale.

⁴⁶ A cette agence on peut rajouter la fondation *Rousskii Miir*, autre acteur de la diffusion culturelle russe.

Conclusion

Au cours de son histoire, la Russie, consciente de son isolement et de son retard technologique et culturel sur l'Europe, a cherché à rattraper cette dernière afin de se renforcer et de faire valoir son statut de puissance à part entière. Elle y est parvenue au cours du XIX^{ème} siècle, puis la révolution de 1917 a changé la donne : l'URSS ne cherche plus à rejoindre l'Occident, mais à l'inverse à créer sa propre identité culturelle et à l'exporter dans une optique d'influence. De plus, elle y parvient à monter en puissance grâce à une véritable volonté d'État sur le long terme, cependant l'effondrement de 1991 vient mettre un terme brutal à cette dynamique. Malgré tout, certains éléments de cet ancien système d'influence perdurent – hommes, concepts et structures, mais également blessures liées à la perte de sa position mondiale – ce qui permet à la Russie du XXI^{ème} siècle de ne pas partir de zéro dans l'établissement de sa propre stratégie d'influence culturelle.

Ainsi, la stratégie d'influence culturelle russe, loin d'être un phénomène récent, a su muter afin d'adapter à son avantage les différents leviers des politiques de rayonnement. En effet, le communisme était un puissant vecteur d'influence politique pendant la guerre froide. De nos jours, ces vecteurs s'incarnent dans les partis nationaux européens à travers le partage de valeurs communes comme le souverainisme et l'identité nationale.

« La puissance douce devient une partie intégrante de la politique internationale contemporaine » stipule le *Concept de politique extérieure de la Fédération de la Russie* approuvé par le président russe le 12 février 2013. L'engouement suscité par ce concept est directement lié à la situation dans laquelle la Russie s'est retrouvée au début des années 2010. Parmi les acteurs centraux de cette influence culturelle russe, on compte les médias internationaux (RT, Sputnik), la diaspora russe à l'étranger (plus de 30 millions de personnes), l'Église orthodoxe russe (ROC) (porteurs de grands idéaux moraux et spirituels), ainsi que les différentes organisations et associations qui visent à promouvoir la culture russe (*Rossostrudnichestvo, Russkiy mir*, etc).

L'organisation d'événements internationaux dans les domaines socio-politiques, économiques et sportifs intègrent aussi un éventail d'outils au service de la stratégie culturelle russe. La réussite de forums multilatéraux, de conférences, de symposiums, d'expositions et de concours deviennent des canaux efficaces d'information et de travail médiatique, contribuant à la formation d'une image positive de la Russie.

Le président russe Vladimir Poutine dans son message à l'Assemblée fédérale du 12 décembre 2013, a souligné que « de plus en plus de personnes soutiennent notre position sur la protection des valeurs traditionnelles qui ont été la base spirituelle et morale de la civilisation de tous les peuples : les valeurs d'une famille traditionnelle, y compris la vie religieuse, non seulement matérielle mais aussi spirituelle, les valeurs de l'humanisme et la diversité du monde ».

Il faut cependant prendre en compte divers obstacles qui limitent le déploiement de la politique d'influence culturelle russe. Parmi ceux-ci on trouve tout d'abord des difficultés dans l'exportation d'une image positive de la Russie vers l'étranger. Dans la conscience internationale, il existe encore un nombre considérable de stéréotypes et de peurs liés à la Russie, y compris des échos négatifs remontant à la Guerre Froide, mais aussi la participation de la Russie dans les conflits récents, en Syrie et Ukraine notamment.

L'une des autres limites est le manque de financement de la part de l'État russe. Il est évident que le déploiement de la stratégie d'influence culturelle nécessite des investissements économiques et intellectuels considérables. Mais ces coûts sont plus que justifiés, car ils permettent de construire et de garantir de manière optimale des intérêts russes dans le

monde à long terme. Ainsi, le directeur de *Rosstrudnichestvo* K. Kosachev estime que « le fait de ne pas investir suffisamment dans cette direction a des grosses conséquences pour notre pays, car après cela nécessite de rattraper le retard de *soft power* par des moyens beaucoup plus coûteux, y compris par du *hard power*.

La stratégie d'influence culturelle de la Russie est encore aujourd'hui au stade de la formation, en train de tracer sa propre voie de développement. Dans le même temps, le rôle de cette stratégie au sein de la politique étrangère russe ne cessera d'augmenter, car elle permet de défendre de manière efficace ses intérêts et ses positions dans le monde.